

Le Sénat ouvre la voie à l'adoption de la proposition de loi portant statut des anciens présidents

PAGE 16

N° 7131 du vendredi 29 septembre 2017

Prix : 3000 FC

Le Potentiel

Membre du réseau Médiat

35^{ème} année

Éditeur
GROUPE DE PRESSE



Siège social
873, av. du Bas-Congo,
Kinshasa - RD Congo

La passion d'informer sans passion

Crise politique et violation de l'Accord du 31 décembre 2016

La Cenco prend à témoin la communauté internationale

P. 2



À HAUTE VOIX

La Cenco mobilise

LE POTENTIEL

La situation est grave en République démocratique du Congo. Le pays connaît un drame humanitaire avec plus de 3,8 millions de personnes déplacées internes suite aux conflits armés dans plusieurs provinces

PAGE 2

La MP a vidé le « dialogue » de tout son sens

PAGE 3

SUIVEZ RADIO 7 SUR 106.1 MHz

La RDC est un patrimoine commun à tous les Congolais

Sommaire

Politique

Processus électoral : le président de la Commission de l'UA à Kinshasa

PAGE 5

Économie

La Regideso élabore un schéma directeur de gestion intégrée des eaux urbaines

PAGE 6

Société

Violences sexuelles : la RDC associée à la lutte contre la stigmatisation

PAGE 7

Sports

Confusion autour du transfert d'Etekiama au DCMP

PAGE 14

Dernière heure

Kabila investit les gouverneurs et tourne la page Kazembe dans le Haut-Katanga

PAGE 16

À haute voix

La Cenco mobilise

(Suite de la page 1)

au Centre et dans la partie Est du pays. De même, la situation sociale des Congolais ne fait que se dégrader suite à la perte du pouvoir d'achat.

Le gouvernement assiste impuissant aux revendications des agents et fonctionnaires de l'Etat, des enseignants de l'école primaire et secondaire, des professeurs d'universités, des infirmiers et médecins des hôpitaux publics ainsi que des militaires et policiers. Toutes ces catégories socioprofessionnelles broient du noir à la suite de la dépréciation du franc congolais sur le marché de change. Cet état de crise sociale s'illustre par des grèves dans plusieurs institutions publiques.

Cette tension sociale est exacerbée par la crise politique qui s'enlise dans le pays. Les élections prévues à la fin de cette année, conformément à l'Accord du 31 décembre 2016, ne pourront pas se tenir. En réalité, le processus électoral est sapé par la majorité au pouvoir qui tient à retarder le plus longtemps possible la tenue effective d'élections.

Face à cette mauvaise foi des dirigeants, les forces politiques et sociales réunies au sein de l'Opposition ont pris la résolution de revendiquer désormais dans la rue. Sans les élections cette année, il y a risque des confrontations entre la population et le pouvoir. Or, les forces de sécurité de la RDC sont réputées dans l'utilisation des armes létales contre des manifestants de l'opposition. Trop de sang a déjà coulé en RDC : en décembre 2016, en septembre 2016 et en janvier 2015.

Tout ceci inquiète l'Eglise catholique. Mieux vaut prévenir que guérir. C'est dans cette optique que s'inscrit la tournée des évêques membres de la Conférence épiscopale nationale du Congo (Cenco) dans quelques capitales européennes. Les prélats mobilisent les partenaires extérieurs. L'Union européenne doit continuer à faire pression sur les autorités congolaises pour les contraindre à appliquer l'Accord du 31 décembre 2016, seule feuille de route de sortie de crise acceptée par tous.

Crise politique et violation de l'Accord du 31 décembre 2016

La Cenco prend à témoin la communauté internationale

Après avoir été tournés en bourrique par la majorité au pouvoir dans leur médiation aux pourparlers du Centre interdiocésain, les évêques membres de la Cenco ne lâchent pas prise. En bons pasteurs, ils se sont lancés dans une vaste campagne de sensibilisation pour plaider la cause de la RDC et du peuple congolais. « L'heure est grave, disent-ils, il faut agir maintenant, avant qu'il ne soit trop tard ». Une interpellation orientée vers la communauté internationale.

LE POTENTIEL

Fin décembre 2016, les évêques membres de la Cenco (Conférence épiscopale nationale du Congo) s'investissent à fond pour sauver la RDC d'une hécatombe, à l'approche de la date fatidique du 19 décembre 2016. C'est tard dans la nuit de la Saint-Sylvestre, soit le 31 décembre 2016, que la Cenco va arracher la signature d'un accord politique global et inclusif.

La conclusion de cet accord ouvrait la voie à d'autres négociations en vue de convenir des modalités pratiques à libeller sous forme d'arrangement particulier. Après d'intenses tractations, l'arrangement particulier ne sera jamais conclu, alimentant davantage la crise politique.

C'est au Palais du peuple que la Majorité présidentielle va, avec à ses côtés la dissidence du Rassemblement des forces politiques et sociales acquises au changement, signer un arrangement particulier taillé sur mesure. A partir de ce jour-là, la MP et les siens

ont définitivement enterré l'Accord politique du 31 décembre 2016. Des appels à la raison lancés çà et là ne sont pas parvenus à les faire revenir à la raison.

Alors que décembre 2017, échéance fixée pour la tenue d'élections dans l'Accord de la Saint-Sylvestre, avance à grands pas, le spectre d'une fin d'année agitée refait surface dans différents coins de la République. L'alerte vient d'être donnée par les évêques en tournée européenne.

LA CENCO DERRIÈRE LE PEUPLE

On se rappelle que, dans son message pastoral de juin 2017 intitulé « Le pays va très mal. Debout congolais ! », la Cenco avait souligné la nécessité de s'appesantir enfin sur le drame congolais qui prenait, si l'on n'y prêtait pas suffisamment d'attention, des proportions inquiétantes. La Cenco avait vu juste. Car, depuis son appel de juin dernier, la situation politique va de mal en pis. Loin d'apaiser les tensions, la nomina-

tion de Bruno Tshibala à la Primature et la cooptation de Joseph Olenghankoy à la présidence du CNSA (Conseil national de suivi de l'Accord du 31 décembre 2016) – deux dissidents du Rassemblement – n'ont pas résolu le problème. Cette double nomination a plutôt élargi le fossé entre la majorité au pouvoir et l'Opposition, alimentant la psychose à travers le territoire national.

Une fois de plus, les évêques sont montés au créneau. Bâton de pèlerin en main, les évêques viennent d'entamer une « mission de plaidoyer » en Occident en vue d'amener le monde civilisé à se pencher sur le grand malade qu'est la RDC. Comme en juin 2017, le fond de leur message est le même : « Le pays va mal ». Les évêques ne se voilent pas la face, étalant au grand jour leur inquiétude et leur préoccupation par rapport à « la détérioration continue de la situation économique, sécuritaire et humanitaire, ainsi que l'impasse politique actuelle ».

Trois mois après, disent-ils, la situation a empiré. Elle a atteint un seuil de déliquescence tel que c'est tout le pays qui est au bord de l'implosion. Raison de plus, pensent les évêques, pour que la communauté internationale agisse avec diligence, avant qu'il ne soit trop tard.

LE DÉCOR D'UN PLAN B

Seront-ils entendus ?

C'est tout ce qu'on peut souhaiter. Le plus évident est qu'en marge de la 72^{ème} Assemblée générale des Nations unies, la communauté internationale a unanimement souligné la nécessité d'éviter une crise de grande ampleur en RDC du fait de l'impasse politique qui se consolide chaque jour. A ce propos, le récent appel des évêques vient forcer une porte entr'ouverte. Et pour les évêques, la communauté internationale a le devoir de voler au secours d'un peuple en danger, pour ne pas être accusée tôt ou tard de complicité passive.

La démarche de la Cenco, assortie d'un rejet total de toute participation à un probable 3^{ème} dialogue, apporte une autre dimension à la crise congolaise. Sans doute, l'appel de la Cenco ne restera pas sans effet. Quelque chose va sûrement changer dans les tout prochains jours. Interpellée, la communauté internationale ne restera pas indifférente en tombant sous le charme du discours souverainiste de la majorité au pouvoir à Kinshasa. Ce n'est qu'une question d'heures, voire de jours, estiment des observateurs convaincus de la mise en marche du plan B longtemps envisagé par la Cenco.

« L'heure est grave en RDC, il faut agir maintenant, avant qu'il ne soit trop tard »

Une délégation de la Conférence épiscopale nationale du Congo, en « mission de plaidoyer » en Europe, a fait part de ses inquiétudes face à la tournure que prend le processus électoral.

Lucides, les prélats congolais sentent bien que les élections prévues cette année, dans le cadre de l'Accord dit de la Saint-Sylvestre, sont de plus en plus incertaines. La CENCO s'est impliquée dans ce « dialogue » qui a abouti à la signature de cet Accord le 31 décembre 2016. Elle a pris cette initiative après la conclusion, en octobre 2016, d'un premier accord, sous la « facilitation » de l'ancien Premier ministre togolais Edem Kodjo, dépêché à Kinshasa par l'Union africaine. Le compromis bancal qui est sorti de ces discussions, sous l'œil d'Edem Kodjo, a cependant été rejeté par la frange la plus représentative de l'opposition, au motif que ce texte avait fait une fleur au président Joseph Kabila.

Conduite par Mgr Marcel Utembi, archevêque de Kisangani et président de la CENCO, cette

délégation s'est étendue sur la lente mise en œuvre de l'Accord de la Saint-Sylvestre. « La mise en œuvre de l'accord est mitigée. Nous aurions bien voulu que l'accord puisse être appliqué dans sa lettre et dans son esprit. Force est de constater que, malheureusement, l'accord est faiblement appliqué », regrette Mgr Marcel Utembi. « Des signaux montrent que les élections n'auront peut-être pas lieu. Je dois dire que la CENCO est inquiète. Elle est préoccupée par cette situation. Notre inquiétude augmente au fur et à mesure. Que se passera-t-il ensuite ? En tant qu'Eglise, nous sommes les veilleurs et les éveilleurs. Nous alertons tout le monde sur cette situation. Si rien de fâcheux n'arrive, tant mieux ; mais mieux vaut prévenir que guérir.

UNE MISE EN ŒUVRE « LENTE » ET « MITIGÉE » DE L'ACCORD

« La CENCO n'a pas de solution miracle, elle croit à la conjugaison des efforts de tous pour atteindre l'objectif fixé », explique le président de la CENCO. « Il faut

une évaluation de mesures de décrispation prévues par cet accord. Combien de prisonniers politiques ont été libérés à ce jour ? Combien d'exilés sont effectivement rentrés au pays ? Combien de défenseurs des droits humains ont été libérés ? Les manifestations publiques sont-elles acceptées par le gouvernement congolais », s'interroge le père Clément Makiobo, le secrétaire exécutif de la Commission épiscopale Justice et Paix, qui déplore également la dégradation de la situation sécuritaire un peu partout dans le pays. L'Eglise est une institution très respectée en République démocratique du Congo, un pays à dominante catholique. Les prélats prennent régulièrement position sur la conduite des affaires publiques. Et leur message ne passe pas inaperçu.

INSTITUTIONS « INCLUSIVES » ?

Les évêques se plaignent du manque « d'inclusivité » des institutions issues de l'Accord de la Saint-Sylvestre qui a nécessité plusieurs semaines de discussions

houleuses. En clair, des représentants du Rassemblement, la principale coalition de l'opposition, ne sont pas suffisamment représentés au sein de ces institutions, notamment le Conseil national de suivi de l'Accord (CNSA). « Nous aurions souhaité que le Rassemblement tel qu'il s'est présenté au début du dialogue puisse se retrouver au sein des institutions qui doivent gérer consensuellement la période préélectorale, notamment le gouvernement d'union nationale et le CNSA.

La réalité est que ce n'est pas le Rassemblement, dans sa configuration initiale, qui participe au gouvernement », note l'archevêque de Kisangani. Face à cette situation, serait-il nécessaire que la CENCO assure une autre médiation pour amener les uns et les autres à se mettre d'accord sur la manière de sauver ce qui peut encore l'être en vue de la tenue d'élections dans un climat apaisé ?

« Nous sommes logiques et cohérents. L'accord souffre de

(Suite à la page 3)

La MP a vidé le « dialogue » de tout son sens

Le Rassemblement, la Céncó, la Monusco ainsi que toutes les forces politiques et sociales acquises au changement ne croient plus à la résolution de la crise congolaise par un autre dialogue. Et pour cause. Des Concertations nationales au Dialogue du Centre interdiocésain en passant par celui de la Cité de l'Union africaine, la Majorité présidentielle n'a fait que fouler au pied les résolutions arrêtées. La MP a donc annihilé toutes les vertus du dialogue en RDC au point que l'Opposition n'évoque plus que l'article 64 en cas de la non-tenue d'élections cette année.

LE POTENTIEL

La République démocratique du Congo a connu trois dialogues au cours du deuxième et dernier mandat de Joseph Kabila : les Concertations nationales tenues en octobre 2013 ; le Dialogue de la Cité de l'Union africaine sous les auspices du très controversé facilitateur désigné de l'UA, Edem Kodjo ; le Dialogue inclusif du Centre interdiocésain tenu du 8 au 31 décembre 2016 et auquel tous les acteurs politiques et de la société civile ont pris part.

Chaque dialogue venait détruire les résolutions arrêtées lors du précédent. Au point qu'à ce jour, toutes les résolutions, tant celles issues des Concertations nationales que du Dialogue de la Cité de l'UA ont été jetées dans la poubelle. Seules les résolutions du Dialogue du Centre interdiocésain ont encore cours légal aujourd'hui, du moins théoriquement. La Majorité présidentielle rechigne à exé-

ter les pertinentes résolutions contenues dans l'Accord global et inclusif du 31 décembre 2016.

LES CONGOLAIS ONT VOMI LE DIALOGUE

L'Accord du 31 décembre prévoit la tenue de la présidentielle et des législatives nationales et provinciales au plus tard le 31 décembre 2016. Mais, le régime en place à Kinshasa bloque la mise en œuvre de cet accord. Les élections en décembre 2017 deviennent donc hypothétiques. Autant dire que la kyrielle des dialogues n'a apporté aucune solution à la crise congolaise mais plutôt le pouvoir s'en sert pour distraire le peuple et la communauté internationale.

C'est ce qui fait que tous les partenaires politiques et sociaux ne veulent plus entendre parler d'un autre dialogue en RDC. Cela ne pourrait rien arranger, car le pouvoir en place ne veut pas des élections. La

MP veut le référendum pour modifier la Constitution et préserver indéfiniment Joseph Kabila à la tête du pays. Tout le monde a compris le jeu de Kinshasa.

LE DIALOGUE, UN TREMPLIN POUR LA MP

Du côté de la Conférence épiscopale nationale du Congo (Céncó), les évêques ont aussi compris les subterfuges de la Majorité présidentielle. Face au refus du régime de Kinshasa de mettre en œuvre l'accord du 31 décembre, les évêques membres de la Céncó sont en tournée en Europe pour plaider la cause de la RDC qui risque de sombrer si la communauté internationale laisse pourrir la crise actuelle.

« On ne peut terminer une mission avec des gens qui ne se servent du Dialogue que comme tremplin pour se maintenir au pouvoir », a dit Monseigneur Fridolin Ambongo, dans une interview accordée à Actualite.cd. « La Céncó s'est embarqué dans le dialogue parce qu'elle croyait que le dialogue était l'unique voie qui pouvait aider le pays à sortir de la crise. On termine un dialogue, mais on ne pense pas à sa mise en application (...) Nous ne regretterons jamais de nous être engagée pour la cause de notre peuple et nous continuerons à le faire, nous regrettons l'irresponsabilité, l'insouciance de la classe

politique par rapport à la crise que vit le peuple. On dirait qu'il flottent sur une autre planète », se désole le prélat.

KABILA CROIT TOUJOURS AU DIALOGUE

À la Monusco aussi, l'opportunité d'un autre dialogue ne se pose pas en RDC. « Nous réaffirmons le rôle central de la mise en œuvre effective et à temps de l'Accord politique du 31 décembre 2016. C'est ce qui nous est demandé par la Résolution 2348. Et c'est ce qui reste notre feuille de route », a dit Florence Marchal, porte-parole ad intérim de la MONUSCO au cours de la conférence hebdomadaire de ce mercredi 27 septembre.

N'en déplaît donc au président de la République qui croit toujours aux vertus du dialogue. « À l'instar de la paix, la stabilité politique constitue pour nous un objectif constant de politique intégré. Dans cette optique, depuis près d'une année, nous avons recouru au dialogue qui, pour nous, est un mode permanent de règlement des différends politiques (...) », a dit Joseph Kabila, le 23 septembre 2017 à New York, à la tribune de 72^{ème} Assemblée générale de l'ONU. Sans les élections au 31 décembre 2017, il est à craindre que le prochain dialogue se tienne dans la rue, entre le peuple et le pouvoir.

« L'heure est grave en RDC, il faut agir maintenant, avant qu'il ne soit trop tard »

(Suite de la page 2)

sa mise en œuvre intégrale. Nous ne pouvons pas piloter un troisième dialogue, alors que la mise en œuvre du deuxième dialogue ne s'est pas réalisée intégralement », précise Mgr Marcel Utembi. Sur cette question, Mgr Fidèle Nsielele, évêque de Kisantu et président de la Commission épiscopale Justice et Paix, se veut plus clair : « Pour la CENCO, un troisième dialogue ne servirait à rien. C'est possible de sortir de cette crise sans un autre dialogue ».

L'ESPOIR N'EST PAS PERDU

Pour autant, tout espoir de voir l'élection présidentielle se tenir cette année n'est pas perdu. Le président Joseph Kabila, qui a achevé son second et dernier mandat en décembre 2016, s'est exprimé sur cette question lors de l'Assemblée générale de l'ONU à New York la semaine dernière, dans une salle quasiment vide. Si le chef de l'État est resté évasif sur la date de la présidentielle à laquelle la Constitution ne l'autorise pas à se porter à nouveau candidat, le président de la CENCO, de son côté, souhaite que la CENI fasse des propositions pour décriper la situation. « L'accord dit qu'on doit évaluer périodiquement le processus électoral piloté par la Commission électorale nationale indépendante (CENI).

Pour en arriver à un calendrier consensuel, il faut que cette structure fasse une proposition aux différentes parties prenantes. Le peuple congolais attend de la CENI qu'elle prenne ses responsabilités pour proposer un calendrier qui pourrait faire l'objet d'une discussion avec les différentes parties prenantes », précise Mgr Marcel Utembi. « Nous sommes en dialogue avec la CENI. Nous sommes là pour dire à la CENI qu'il faut changer un certain nombre de choses pour que son travail soit accepté par la population. De bonne foi, nous croyons qu'il est encore possible

d'organiser les choses, au moins l'élection présidentielle. L'accord prévoit la possibilité d'aller au-delà de 2017, à condition qu'il y ait concertation entre les parties prenantes », ajoute le père Clément Makiobo.

Le président de la CENI, Corneille Naanga, a vaguement indiqué qu'un calendrier électoral serait publié « prochainement », à l'issue d'une série de concertations entre la Commission électorale nationale indépendante, le gouvernement et le CNSA. Les trois parties ne semblent pas pressées de finaliser les discussions amorcées en août à Kananga, dans le centre du pays, en l'absence du président du CNSA. Rien n'indique que des avancées ont été réalisées à cet effet.

TRANSITION

Des voix s'élèvent au sein de l'opposition pour exiger la mise en place d'une période de transition après décembre 2017, si les électeurs ne se rendent pas aux urnes d'ici là. Le Rassemblement a ainsi appelé à une mise à l'écart de Joseph Kabila avant le début de cette période qui permettrait aux institutions transitoires de préparer les élections. Qui prendrait entre-temps les commandes du pays ? Des noms sont avancés ici et là. Pour les uns, le docteur Denis Mukwege, qui a acquis sa notoriété dans le monde pour les soins qu'il administre dans un hôpital du Sud-Kivu (Est) à de nombreuses femmes victimes de viols, ferait l'affaire.

Pour les autres, un prélat catholique jouerait convenablement ce rôle, d'autant que Mgr Laurent Monsengwo, alors archevêque de Kisangani, avait bien conduit les travaux de la Conférence nationale souveraine au début des années 1990, à l'époque du président Mobutu, avant de devenir le président du Haut Conseil de la République érigé en Parlement de transition en 1994. La CENCO exclut toute possibilité de voir l'un de ses représentants prendre temporairement les

manettes de la RDC.

« Un ecclésiastique n'acceptera pas de conduire la transition. Nous devons faire la part des choses entre le pouvoir spirituel dont nous disposons et le pouvoir temporel. Comme prêtres ou évêques, nous nous sommes suffisamment engagés à assurer le bien-être du peuple sur les plans pastoral et spirituel. Nous pensons aussi que le laïcat en général ne doit pas être infantilisé. Les évêques ne peuvent pas tout faire à la place des laïcs qui peuvent pleinement assumer leurs responsabilités dans la gestion de la chose publique », souligne Mgr Marcel Utembi.

LA CENI DOIT JOUER SON RÔLE

L'image de la CENI n'est pas reluisante en RDC. Elle est soupçonnée de faire le jeu de la Majorité présidentielle qui semble recourir à des manœuvres dilatoires pour permettre à Joseph Kabila de se maintenir le plus longtemps possible au pouvoir. La CENCO estime, quant à elle, qu'il appartient à cet organe de montrer son indépendance vis-à-vis des acteurs politiques.

« Honnêtement, il faut saluer les efforts de la CENI qui a travaillé dans des conditions difficiles. La CENI a perdu du matériel et certains de ses membres dans la crise du Kasai. Il convient de saluer les résultats atteints à ce jour. Nous ne pouvons que l'encourager à aller de l'avant et le plus rapidement possible de manière à organiser les élections le plus rapidement possible », relève Mgr Marcel Utembi. « S'agissant de l'enrôlement, on peut saluer, comme le fait la communauté internationale, le travail de la CENI qui a inscrit 42 millions de personnes sur les listes électorales. Mais encore faudrait-il effectuer un contrôle de toutes ces données. Au lieu de saucissonner l'enrôlement, on aurait pu le faire dans un espace de temps limité dans plusieurs provinces en même temps », ajoute-t-il.

Les analystes se perdent en conjectures sur l'incertitude qui plane sur les élec-

tions. La CENCO constate cependant que les mouvements citoyens qui se multiplient en RDC aident la population à prendre conscience des enjeux électoraux. « Tout n'est pas sombre. Nous nous réjouissons de voir, petit à petit, émerger une conscience nationale. Nous voyons les mouvements citoyens se prendre en charge, et même des femmes analphabètes se prononcer sur le processus électoral.

QUEL AVENIR ?

Un petit pas a été franchi. Aujourd'hui, l'homme de la rue est prêt à affronter le danger pour défendre l'Accord, la Constitution, la nation... C'est quelque chose de nouveau. La Société civile se renforce. Cela est positif. On ne doit pas seulement voir l'obscurité ; en tant que croyants, nous disons que tout n'est pas perdu, tout reste possible », précise le père Clément Makiobo. La CENCO organise des campagnes de formation à travers le pays en vue d'aider les Congolais à faire pression sur les acteurs politiques pour faire aboutir le processus électoral.

« La Constitution prévoit des manifestations non violentes. Nous avons perçu que le peuple n'est pas suffisamment informé de la manière dont les manifestations pacifiques peuvent être organisées. Nous avons institué un programme de formation dans le cadre de l'éducation civique. Nous avons formé 200 animateurs que nous avons envoyés aux quatre coins de la RDC. C'est pour aider la Société civile à revendiquer ses droits auprès des gouvernants », révèle Mgr Marcel Utembi.

Après Bruxelles, la délégation de la CENCO est attendue dans les prochains jours à Paris où elle aura des entretiens avec les autorités françaises. Le message qu'elle tient à faire passer dans les capitales européennes est partout le même : l'heure est grave en RDC, il faut agir maintenant, avant qu'il ne soit trop tard.

Kwilu : le calvaire des familles fuyant les violences au Kasai

Plus de 12 000 personnes sont dans une situation humanitaire alarmante dans la ville de Kikwit, province du Kwilu, dans l'ouest de la République démocratique du Congo.

Ces populations, composées principalement de femmes et d'enfants, fuient depuis mars dernier à la fois les heurts extrêmement violents entre une milice locale et les forces de sécurité nationales, et les violences interethniques qui secouent la région voisine du Kasai. Elles ont trouvé refuge dans des familles d'accueil, dans des églises ou dans des écoles, où elles vivent dans une précarité extrême.

« A leur arrivée, les familles qui n'avaient pas d'abri s'entassaient au bord de la rivière Kwilu ou sous les portiques des magasins, et y passaient la nuit à même le sol », confie Dudu Musway, président provincial de la Croix-Rouge congolaise à Kikwit. « Certaines souffraient de diarrhée, de fièvre typhoïde et de troubles alimentaires ».

Surpris par l'intensité des combats et fuyant les violences dans leur région, parents et enfants ont parcouru deux ou trois semaines durant plus de 300 kilomètres dont une grande partie à pied. « J'ai été indigné de voir une femme, et son bébé de deux semaines tout nu, errant dans les rues à la recherche de nourriture », témoigne



Trouver un abri sûr est un casse-tête pour les déplacés. De nombreuses familles vivent dans la promiscuité en dormant à même le sol. CC BY-NC-ND/CICR

Fortunat Osuth, enseignant au lycée Kagwa, l'une des grandes écoles catholiques de la ville. Il fait partie des habitants qui ont alerté la mairie sur l'arrivée des premières familles du Kasai.

Choquées par des scènes de brutalité, les femmes sont psychologiquement perturbées. « Elles ont subi un traumatisme profond. Certaines ont vu leur mari se faire décapiter, leurs enfants égorgés », explique Anièce Kiyungu, membre d'une association de femmes locales.

La solidarité des familles, les efforts des organisations humanitaires et l'implication des autorités urbaines ont été salués par les populations touchées, mais

les responsables de la ville ont été vite débordés par l'afflux massif des déplacés. « Dès les premières arrivées en mars, avec l'aide des chefs de quartiers, nous les avons répertoriés pour mieux les accueillir, mais la situation est vite devenue ingérable », explique Jean-Claude Mungala, maire adjoint de la ville.

La Croix-Rouge congolaise et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) se sont mobilisés pour apporter une assistance humanitaire en deux phases, d'abord une distribution urgente de repas chauds, puis une aide financière pour renforcer la résilience des ménages.

« Sous la supervision des volontaires de la Croix-

Rouge, les déplacés se sont organisés pour cuire et distribuer les aliments à près de 9 000 personnes tous les jours », précise Calvin Mastaki, responsable de l'équipe CICR à Kikwit « Des personnes de bonne volonté nous ont cédé des terrains pour y aménager six cuisines collectives ».

DU CASH COMME MOYEN D'AUTOSUFFISANCE

« Ces repas sont un grand soulagement, un motif d'apaisement pour les familles », estime Ezéchiel Kandomba, directeur des études à l'institut Pungu, une école locale. Il avait accepté que sa parcelle serve à organiser une cuisine pour les victimes. « Je

l'ai fait par compassion », déclare-t-il.

« Ce soutien en espèces vise à donner aux déplacés les moyens de couvrir une partie importante de leurs besoins essentiels et, si nécessaire, de générer des revenus à travers un petit commerce pour avoir une certaine autonomie », déclare Bruno Mesureur, coordinateur du CICR chargé de ce programme.

« Cet argent servira d'abord à nous habiller. Depuis mon arrivée à Kikwit, je n'ai qu'un seul vêtement et mes enfants n'en ont rien. Ensuite, je pense acheter du charbon et en faire le commerce », se réjouit Luzolo, mère de deux enfants et enceinte d'un troisième. Comme elle, des membres de plusieurs milliers de familles vont utiliser cet apport d'argent pour essayer de redémarrer leur vie après le traumatisme subi.

Les troubles et les violences extrêmes dans le Kasai voisin ont jeté plus d'un million de personnes sur les routes. Le CICR et la Croix-Rouge de la République démocratique du Congo assistent actuellement 29 000 personnes dans les provinces du Kasai-Central et du Kwilu, et sont sur le point d'acheminer plus d'aides pour les déplacés et les personnes qui rentrent chez elles.

BULLETIN CICR/LP

Cinq questions à Abdoulaye Mar Dièye (*)

1. Pourquoi dites-vous que l'Afrique est de plus en plus vulnérable à l'extrémisme violent ?

Parce que nous avons vu que l'extrémisme violent est en train de saper un peu les fondamentaux de cette croissance économique, avec des effets dévastateurs au niveau du tourisme, au niveau des flux financiers, et même au niveau de la sécurité elle-même. Songer que depuis 2011, maintenant en moyenne, nous perdons, l'Afrique perd 15 à 20 personnes par jour à cause de l'extrémisme violent. Donc les projections sont très sombres. C'est pourquoi nous, en tant qu'acteurs du développement, nous avons voulu y regarder de plus près.

2. Vous avez fait des études de terrain, notamment au Nigeria et en Somalie. Quel est le profil type des recrues de Boko Haram et des shebabs de Somalie ?

Nous avons fait une enquête auprès de 740 personnes, y

compris des acteurs actuels et des acteurs repentis, ou qui sont sortis un peu de ces mouvements. Et l'équation est très simple. C'est souvent des gens qui sont dans des situations d'extrême pauvreté, avec un niveau d'éducation extrêmement faible, y compris au niveau de l'éducation religieuse, et très souvent dans les zones frontalières, donc des zones négligées en termes de développement et de gouvernance. Mais le point de basculement, c'est souvent les questions d'injustice. C'est souvent d'ailleurs au niveau de l'Etat.

3. Et c'est ce que vous appelez, « l'élément déclencheur » ? Que voulez-vous dire par là ?

C'est le « tipping point » en anglais [« point de basculement sociologique »], l'élément déclencheur parce que cette situation malheureuse, c'est lorsque la justice atteint un certain degré, où l'absence de justice quelquefois parce quelquefois il y a des communautés qui voient



qu'au nord du Nigeria, dans beaucoup de zones, que l'Etat en essayant de réagir fait une répression qui va au-delà du respect des droits de l'homme. Et souvent cela fait que les gens réagissent autrement et rejoignent un peu ces mouvements-là.

4. Quel est le rôle d'internet dans le recrutement ?

En Afrique, c'est encore très faible. Ce n'est pas ce qu'on voit par exemple au niveau des pays arabes. La pénétration de l'internet est encore très faible. Les recrutements se font dans les communautés entre amis. Près de 60 à 70% des recrues disent que

c'est le copain d'à côté qui l'amène dans les mouvements. Mais le jour où l'internet sera développé dans ces communautés, cela va vraiment être quelque chose de plus que toxique, quelque chose de radioactif. Nous devons travailler dès à présent à désamorcer la bombe au niveau des communautés.

5. Et pourquoi insistez-vous sur le poids des leaders locaux, et notamment des leaders religieux ?

C'est très important. D'abord, les leaders religieux, et nous discutons avec eux sur la façon de donner l'éducation religieuse. Je disais tantôt qu'il faut faire cela pas de façon dogmatique, mais avec une certaine pensée critique. Apprendre à l'enfant de critiquer, critiquer dans le sens positif, l'enseignement qu'il absorbe. C'est très important parce que cela permet que demain, devant des idées idéologiques qui sont pernicieuses, que l'enfant puisse exercer son jugement critique et dire non.

Donc c'est ce travail que nous faisons avec les chefs religieux. Mais c'est aussi au niveau des communautés. Il faut qu'on réinvente la gouvernance au niveau des communautés. Recréer un contrat social solide, contrat social non seulement entre les communautés parce que ça c'est très faible. On voit dans beaucoup de pays que les tensions communautaires sont dues un peu à ce manque de solidarité communautaire, ce qui s'appelle le contrat social au niveau horizontal. Mais aussi le contrat social au niveau vertical, c'est-à-dire la confiance que les communautés, que les citoyens ont au niveau de l'Etat. Et pour cela, l'Etat doit faire son rôle régalien : investir massivement dans la gouvernance, et dans les services de base, les services sociaux au niveau des communautés.

TIRÉ DE RFI

(*) Directeur du bureau régional pour l'Afrique du Pnud

Processus électoral : le président de la Commission de l'UA à Kinshasa

L'Union africaine entend apporter sa contribution afin que la RDC amorçe en douceur le virage périlleux de son processus électoral.

RICH NGAPE

« Je suis venu affirmer le soutien de l'Union africaine à la République démocratique du Congo qui traverse des moments troubles ». C'est en ces termes que le président de la Commission de l'Union africaine (UA), Moussa Faki Mahamat, a situé sa mission de trois jours à Kinshasa. Arrivé hier jeudi 28 septembre 2017 par l'aéroport international de N'Djili, l'émissaire de l'UA a été accueilli par le vice-Premier ministre, ministre des Affaires étrangères et de l'Intégration régionale, Léonard She Okitundu, qui était accompagné du doyen du corps diplomatique et du représentant spécial de l'union africaine en RDC.

Le même jeudi, l'homme a eu sa première audience avec le Vice-Premier ministre en charge des Affaires étrangères en son cabinet de travail. Au sortir de l'entretien, Moussa Faki s'est réservé de faire tout commentaire avant de récolter des avis de toutes les parties prenantes au processus électoral, notamment le chef de l'Etat, le président de la Commission électorale nationale indépendante (Céni), les acteurs politiques ainsi que la Société civile.



Moussa Faki Mahamat, président de la Commission de l'Union africaine

Déjà hier dans la soirée, le président de la Commission de l'UA a été reçu par la Conférence épiscopale nationale du Congo (Céno). Ce vendredi, il sera reçu, tour à tour, par le Premier ministre Bruno Tshibala, le

président du Sénat Léon Kengo Wa Dondo, le président du CNSA, le groupe des ambassadeurs, et le président de la Céni, Corneille Nangaa, avant d'être reçu dans la soirée par le président de la République.

Une conférence est prévue le samedi matin avant son départ.

RDC, UN PAYS STRATÉGIQUE

Pour l'Union africaine, la RDC reste un grand pays-membre et partenaire privilégié, vu sa position stratégique au cœur du continent. Ainsi donc, cette visite rentre dans la droite ligne de la dernière réunion tenue à Addis-Abeba, en Ethiopie, où l'Organisation s'insurge contre toute ingérence dans un Etat membre. Il s'agit plus à l'Union africaine de conquérir son autonomie financière, car à ce jour, plus de la moitié de son budget est financé par l'Union européenne.

Ancien ministre tchadien des Affaires étrangères, Moussa Faki Mahamat, a été élu le 30 janvier 2017 à la tête de la Commission de l'UA, où il remplaçait la Sud-Africaine Nkosazana Dlamini-Zuma.

Dès son premier discours, le Tchadien avait promu d'impulser un nouvel élan à l'organisation panafricaine, avec une vision résumée en trois points : efficacité, unité, crédibilité.

Sud-Kivu : calme précaire à Uvira après l'assaut des Maï-Maï Yakutumba

Les Forces armées de la République démocratique du Congo



Uvira est la seconde plus grande ville de la province du Sud-Kivu

(FARDC) ont repoussé hier jeudi 28 septembre, une attaque des miliciens Maï-Maï Yakutumba contre la cité d'Uvira dans la province du Sud Kivu, a annoncé le major Louis Claude Tshimwanga, porte-parole de l'armée au Sud-Kivu.

Selon cet officier, les miliciens avaient de nouveau tenté de prendre la cité d'Uvira en empruntant la voie lacustre à bord de cinq embarcations en bois, avant d'être repoussés à plus de 25 Km de la ville par les forces loyalistes. Ces dernières ont reçu renforts qui ont été déployés dans la matinée de jeudi sur les collines surplombant la cité d'Uvira pour une opération de nettoyage à Fizi.

Pendant ce temps à Uvira, toutes les activités restent paralysées. Aucun service frontalier n'a ouvert ses portes, notamment à Kavimvira, une localité frontalière située en face du Burundi et où des unités FARDC ont été déployées. Le major Tshimwanga assure que plusieurs véhicules en provenance de Misisi et Baraka bloqués à Kigongo ont été autorisés à poursuivre leur route vers Uvira.

La mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo

(Monusco) a déployé mercredi, en réponse aux affrontements entre de présumés groupes armés et les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) dans la région d'Uvira (province du Sud-Kivu), des troupes sur le terrain afin de dissuader toute attaque contre la ville et éviter l'escalade du conflit, indique un communiqué de presse de cette mission parvenu jeudi à l'ACP.

« Cette réponse robuste est guidée par notre mandat. La MONUSCO est fermement engagée à la protection des civils, y compris les groupes vulnérables tels que les réfugiés et personnes déplacées », a déclaré le représentant spécial du secrétaire général des Nations Unies en République démocratique du Congo, Maman Sidikou.

Le chef de la MONUSCO exhorte les groupes armés à cesser immédiatement ces hostilités ainsi que les violences contre les autorités constituées et les populations civiles innocentes. Uvira est la seconde plus grande ville de la province du Sud-Kivu en République Démocratique du Congo, rappelle le communiqué de la mission onusienne.

LP/CAS-INFO.CA

Où que je sois,
ma banque est en RDC.

Offre Diaspora

OFFRE DIASPORA. «Où que je sois, ma banque est en RDC.» Une offre spécialement conçue pour la diaspora congolaise permettant à ses membres d'avoir des comptes en banques logés en RDC bien qu'étant résidents à l'étranger. Avec le pack diaspora, les clients ont la possibilité de gérer leurs comptes depuis l'étranger, épargner, transférer de l'argent et rester informés en permanence.

Contact
1407, Boulevard du 30 Juin, Kinshasa, République Démocratique du Congo.
Tél. : +243 99 60 16 000 - Free Number: 4466 - Site Web: www.rawbank.cd

RAWBANK
is my bank.

Logos: Visa, Mastercard, Facebook, Twitter, YouTube, Instagram, LinkedIn, Email

La Regideso élabore un schéma directeur de gestion intégrée des eaux urbaines

L'atelier organisé hier jeudi 28 septembre à l'espace Roméo Golf a aussi procédé à l'étude de faisabilité de la desserte en eau potable à Kinshasa Ouest.

BIENVENU IPAN

Le ministre de l'Énergie et des Ressources hydrauliques, Ingele Ifoto, a procédé, hier jeudi 28 septembre, à la clôture solennelle des travaux de l'atelier de démarrage du projet « *Élaboration du schéma directeur de gestion intégrée des eaux urbaines de la ville de Kinshasa et l'étude de faisabilité de l'approvisionnement en eau potable de Kinshasa Ouest* ».

Le ministre de tutelle a salué les travaux de l'atelier qu'il juge intéressant, instructif, de par la qualité des exposés : « *Vous conviendrez avec moi que les maladies d'origine hydriques comme le cholera autrefois éradiquées réapparaissent. La solution à ce problème est venue de vous (consultants), car nous associons l'eau et l'assainissement* ».

Le ministre s'est aussi félicité de la réussite de l'étude de faisabilité en ce qui concerne l'alimentation en eau potable dans la ville de Kinshasa. « *La méthodologie appliquée est passée par le diagnostic, l'analyse et la validation du schéma directeur. Je crois que cet atelier a été d'une grande réussite* », a déclaré le ministre de l'Énergie et des Ressources hydrauliques, Ingele Ifoto.

D'après les exposés faits par les consultants, plusieurs problèmes affectent la gestion des eaux urbaines dans la ville de Kinshasa. Il y a entre autres, le manque de vision globale et une fragmentation du cadre institutionnel impliquant une multitude d'acteurs de plusieurs secteurs ; la structure obsolète des réseaux d'alimentation en eau potable (AEP) couplés des fuites, le non fonctionnement du vestige de réseau d'égouts datant de



l'époque coloniale.

NÉCESSITÉ DE LA GIEU

D'où la nécessité de recourir à d'autres stratégies de planification comme celle de la gestion intégrée des eaux urbaines (GIEU). La GIEU considère l'ensemble du système urbain des eaux en incorporant toutes les parties (AEP, assainissement, eaux usées, eaux pluviales) et les reconnaissant comme un système intégré. L'objectif de la GIEU est de développer et gérer le système urbain des eaux en tenant compte des intérêts techniques, sociaux, économiques et environnementaux en assurant la sécurité de l'eau et la durabilité.

La GIEU a ses principes, à savoir la gouvernance (l'implication de la politique gouvernementale, du cadre opérationnel et des personnes concernées) ; le service (qui comprend les réseaux d'assainissement et d'eau potable, la gestion des eaux pluviales, l'exploitation et l'entretien du réseau et la qualité de l'eau) ; les ressources en eau (l'utilisation des eaux usées, eaux de pluie, eaux de surface, eaux noires, eaux grises,...) ; les villes offrent beaucoup d'opportunités (l'urbanisation permet de met-

tre en place une gestion efficace et apporter l'eau potable et l'assainissement au plus grand nombre, les villes sont génératrices de richesses, d'emplois, d'innovations et de créativité pour augmenter les revenus des ménages).

Les composantes de ce projet financé par la BAD sont l'élaboration du schéma directeur-GIEU de Kinshasa et l'Étude de faisabilité de l'alimentation en eau potable pour Kinshasa Ouest, le renforcement des capacités et la gestion du projet.

Le projet aura un coût total de 2.459.000euros et une durée de 24 mois. Il vise à accroître les capacités de planification stratégique, de mobilisation et de gestion des investissements à court, moyen et long terme pour l'AEPA de Kinshasa-Ouest.

PROCHAINES ÉTAPES

À la fin de ce projet de GIEU, la RDC devra définir un cadre institutionnel propice à une gestion intégrée de l'AEPA en vue d'assurer une meilleure planification, coordination, implication des communautés, harmonisation des interventions ; établissement de l'état des lieux des eaux urbaines et de l'environnement ; analyse des scénarios

de gestion : conventionnelle, gestion intégrée, mixte ; élaboration de la GIEU et du plan d'investissement à l'horizon 2035 décliné en un ensemble de projets ; élaboration de la notice d'impacts et des mesures ; élaboration des indicateurs et de la stratégie de mise en œuvre.

Les résultats attendus par l'étude de faisabilité de l'AEP pour Kinshasa-Ouest sont l'analyse du besoin en eau ; la modélisation hydraulique du réseau ; l'établissement du schéma des extensions et renforcement des réseaux de distribution d'eau ; la restructuration et la sectorisation du réseau ; l'élaboration du plan d'investissement prioritaires ; l'élaboration de la notice d'impacts ; l'élaboration de la stratégie de mise en œuvre, et du plan de financement.

À ce niveau, les consultants ont insisté sur le fait que toutes les parties prenantes, à tous les niveaux, devront être sensibilisées à travailler ensemble, à casser les barrières politiques et institutionnelles pour un but commun, à savoir l'eau potable pour tous !

Les prochaines étapes seront notamment la mise en place des structures de pilotage, de gestion et de suivi du projet, le lancement du projet, le recrutement et signature du contrat avec les consultants, le démarrage des études en cours, l'élaboration et la validation du SD-GIEU de Kinshasa et de l'étude de faisabilité de la desserte en eau potable de Kinshasa Ouest, la sensibilisation pour l'appropriation par les autorités responsables et acteurs clés du SD-GIEU de Kinshasa ainsi que de l'étude de faisabilité et documents de projets bancables pour Kinshasa Ouest, le renforcement des capacités nationales de gestion et de suivi du secteur au profit des cadres de la REGIDESO, de la DNA et de la ville.

Forum sur les réformes énergétiques : la RDC représentée par son ministre de l'Énergie

Le ministre de l'Énergie et Ressources Hydrauliques, Ingele Ifoto, représentera la République démocratique du Congo, du 2 au 3 octobre prochain, au Forum qu'organise la Banque Mondiale sur les réformes énergétiques, à Yaoundé, au Cameroun, a appris mardi l'ACP, d'une source proche de ce ministère.

Au cours de ce Forum, souligne la source, les ministres de l'Énergie d'Afrique centrale vont échanger notamment sur le rôle des partenariats publics-privés (PPP) dans la transmission de l'énergie en Afrique, matière qui figure dans le rapport élaboré par la Banque Mondiale.

Les ministres de l'énergie de l'Afrique centrale assisteront à la pré-

sentation et débattront autour du rapport de la Banque Mondiale intitulé « Interconnexion : partenariats publics-privés pour la transmission d'énergie en Afrique ».

Plateforme de rencontre pour les énergies de pointe, « Futur Énergie Afrique Centrale », auparavant connu sous le nom d'IPAD Cameroun, est devenu un rassemblement stratégique régional.

Ce cadre permet à ses membres (Angola, Cameroun, République Centrafricaine, République Démocratique du Congo, Guinée Equatoriale, et Gabon) de partager leurs expériences, leur évolution et leurs plans afin de faciliter l'intégration au réseau électrique régional.

L'une des priorités du programme en cette année est d'encourager la collaboration privée et publique afin que plus de projets soient ajustés.

Selon M. Samuel Oguah, co-auteur dudit rapport, le secteur privé est d'ores et déjà très impliqué dans la production énergétique en Afrique. Cette implication pourrait se produire pour le secteur du transport de l'électricité, comme c'est le cas ailleurs dans le monde, connu sous le nom du modèle de transmission, indépendant d'énergie (IPT).

M. Oguah qui est spécialiste du secteur de l'énergie pour le « Energy and Extractives Global Practice » à la Banque Mondiale affirme que ce

rapport » donne des lignes directrices pour les gouvernements et les entreprises du secteur en Afrique, dans le but d'accroître la participation du secteur privé dans le domaine du transport de l'énergie.

Ce forum connaîtra, à l'ouverture, la présence des ministres de l'Énergie du Cameroun, de Guinée Equatoriale et de la République Centrafricaine. A cette occasion, le ministre de l'Eau et de l'Énergie du Cameroun annoncera son besoin de trouver des développeurs de projets pour la gestion de nouveaux projets d'une capacité de 150M d'ici à 2019.

Violences sexuelles : la RDC associée à la lutte contre la stigmatisation

La stigmatisation oblige souvent les victimes de rester dans le silence, perpétue leurs souffrances et contribue à une culture d'impunité qui alimente le cycle d'abus.

VÉRON K.

Dans le cadre d'un programme organisé par le Foreign and Commonwealth Office du Royaume-Uni sur la prévention des violences sexuelles, le Représentant personnel de la République démocratique du Congo en charge de la lutte contre les violences sexuelles et le recrutement d'enfants, Mme Jeanine Mabunda, a, en marge de la 72^{ème} Assemblée générale des Nations Unies à New York, participé au lancement des Principes pour l'Action mondiale pour lutter contre la stigmatisation des victimes des violences en conflit. « Ce lancement nous redonne de la confiance en ce que le monde s'efforce de s'attaquer à ces problèmes et nous sommes solidaires avec tous ceux qui sont ici aujourd'hui », a déclaré Mme Mabunda.

Le 18 septembre, Lord Ahmad de Wimbledon, Représentant spécial du Premier ministre Britannique pour la prévention des violences sexuelles dans les conflits, et Mme Pramila Patten, Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies sur les violences sexuelles dans les conflits, sont intervenus avec Mme Mabunda et M. Kolbassia Haoussou, le co-fondateur de Survivors Speak Out, un réseau activiste dirigé par des



survivants au Royaume-Uni.

Les panélistes ont discuté de la nécessité de mettre fin à toutes les formes de violences sexuelles en conflit, soulignant l'importance de lutter contre la stigmatisation des survivantes des violences sexuelles dans le monde entier.

« Le viol est l'action de l'auteur ; la stigmatisation est la réaction de la société. Les deux doivent changer, ou ne le feront pas », a déclaré le Représentant spécial Patten. « Il est inacceptable que les survivants risquent d'être victimes deux fois : d'abord par l'agresseur, puis par la société et l'État, qui est souvent insensible, punitif et discriminatoire. Les agresseurs comprennent que ce crime peut transfor-

mer les victimes en exclus, ce qui sera rarement signalé », a-t-il poursuivi.

Les Principes pour l'Action Mondiale ont été conçus pour servir de guide pratique pour sensibiliser davantage les nombreuses formes de survivants des violences sexuelles à la stigmatisation et intègre l'expertise de 13 agences des Nations Unies, de l'OTAN, de la Commission européenne, de la société civile, des ONG, du milieu universitaire et les gouvernements de l'Australie, du Canada, de la France et des États-Unis. Le guide a également été inspiré par des expériences des survivants et des praticiens de 16 pays touchés par le conflit, y compris la République Démocratique du Congo. « C'est réellement

un document global, créé par tous et dont nous sommes tous propriétaires. Je suis très fier de le lancer aujourd'hui », a souligné Lord Ahmad.

« Le viol est encore le seul crime pour lequel une société est plus susceptible de stigmatiser la victime que de punir l'auteur. Et c'est le seul crime qui jette une longue ombre de déshonneur social à la victime. Nous devons inverser et réorienter cette stigmatisation, pour envoyer un signal clair que la seule honte du viol est de commettre, de commander ou de le tolérer », a déclaré le Représentant spécial Patten.

« Nous travaillons à changer l'état d'esprit de notre société et à réduire la stigmatisation associée aux violences sexuelles en RDC », a indiqué Mme Mabunda. Le Bureau du Représentant personnel a lancé plusieurs programmes en RDC pour soutenir cet objectif, y compris le lancement de la campagne « Brisez le Silence » à Kinshasa en mai 2015, qui encourage les citoyens à signaler des cas de violences sexuelles et à fournir un soutien accru aux victimes par le Numéro 122.

« Nous travaillons également à changer les perceptions et à améliorer l'éducation en matière de violences sexuelles au niveau de la base, en aidant à lutter contre la stigmatisation et à mobiliser les communautés. Des progrès tangibles sont réalisés grâce à nos efforts et au soutien de nos nombreux partenaires », a renchéri Mme Mabunda.

Une mission inter-institutions commune sur le VIH et la tuberculose en visite en RDC

VCK

Du 27 septembre au 6 octobre 2017, une mission inter-institutions commune sur le VIH et la tuberculose séjourne en République démocratique du Congo. Hier jeudi 28 septembre à Kinshasa, elle a été reçue par le ministre de la Santé publique, le Dr Oly Ilunga. Et ce, en présence du représentant de l'OMS en RDC.

Outre les parties-prenantes impliquées dans la lutte contre la tuberculose et le VIH, cette délégation d'une dizaine de personnes, est composée des partenaires des agences et organismes internationaux suivants: OMS, ONUSIDA, Fonds mondial, Médecins Sans Frontières, PEPFAR, USAID.

Au cours des entretiens, les autorités de la RDC auront l'opportunité d'expliquer en détail le « Plan d'urgence nationale » pour l'accélération du traitement du VIH. Plan qui décrit les objectifs généraux et spécifiques, y compris le développement d'une prestation de services différenciée pour le VIH, la délégation de tâches,

l'augmentation des sites de distribution communautaire pour les traitements antirétroviraux (TAR), le renforcement de la chaîne d'approvisionnement et l'augmentation des tests de dépistage du VIH chez les patients atteints de la tuberculose.

Avec l'appui des partenaires susmentionnés, cette mission conjointe travaillera à la fois à Kinshasa et à Matadi (chef-lieu de la Province du Kongo Central), avec les experts nationaux et provinciaux du Programme national de la lutte contre le Sida (PNLS) et ceux du Programme national de la lutte contre la tuberculose (PNLT).

L'objectif recherché est, entre autres, d'élaborer un plan opérationnel pour la prestation de services différenciés ; concevoir un plan opérationnel pour le développement du service « guichet unique » pour la tuberculose et le VIH ; revoir et finaliser le plan de travail ainsi que le budget pour la recherche des cas manquants de tuberculose en République démocratique du Congo.

La présence de cette mission



conjointe internationale dans le pays est aussi une opportunité pour intensifier le plaidoyer auprès de toutes les parties-prenantes (Gouvernement et partenaires), en vue de mobiliser des

ressources financières additionnelles dans le cadre du plan de rattrapage d'urgence pour une réponse efficace au VIH et à l'accès au traitement en RDC.

Kasaï Central : deux personnes blessées à la grenade à Kazumba

L'incident s'est produit durant un accrochage entre policiers et habitants de Kalumbayi.

DONATIEN NGANDU MUPOMPA

Le mardi 26 septembre 2017 au Kasaï Central, deux personnes ont été blessées dans un marché du groupement de Kalumbayi dans le territoire de Kazumba. Cela, suite à l'explosion d'une grenade que leur a lancée un policier.

Selon le commandant du commissariat de la police de Matamba, une localité située à environ 40 kilomètres du lieu du drame, l'incident s'est produit durant un accrochage entre policiers et habitants de Kalumbayi.

A la base de ces accrochages, un échange musclé entre un policier et les membres d'une famille dont l'enfant était décédé par noyade. Mécontent du traitement que la police a réservé à cette affaire, les proches de la victime voulaient la relancer. Face à la réticence de la police, l'échange a dégénéré, poussant le policier à faire usage de l'engin explosif.

Le commandant du commissariat de la police de Matamba a précisé que le policier auteur de ce forfait est convoqué pour être entendu par sa hiérarchie et assure qu'il sera sanctionné au cas où il sera reconnu fautif.

Concernant toujours l'insécurité, il sied de noter que le 31 août 2017, les groupes Mai-Mai multipliaient depuis quatre jours des attaques contre les FARDC dans certaines localités des territoires de Beni et Lubero au Nord-Kivu. C'est ce qu'avait fait savoir le porte-parole des opérations Sokola 1 Sud, le lieutenant Jules



Ngongo.

Ce 31 août-là dans la matinée, un groupe des Mai-Mai Mazembe avait lancé un assaut sur la localité d'Alibongo au sud de Lubero. Le lieutenant Jules Ngongo avait parlé de trois assaillants tués après les violents affrontements. La veille, pendant qu'un groupe de miliciens faisait incursion dans la localité de Lukanga incendiant tous les documents du bureau de la police locale et tuant un civil, un autre groupe d'assaillants s'affrontait aux FARDC dans la région de Pabuka et Soma en territoire de Beni. Quatre assaillants avaient été tués pendant les combats, selon la même source.

UN POLICIER TUÉ, UN AUTRE PORTÉ DISPARU À GEMENA

Il faudrait aussi rappeler que le mercredi 24 février 2016 au Sud-Ubangi, un policier avait été tué et un autre porté disparu dans des affrontements entre deux éléments de la police et les habitants des groupements Bobandu et Bokenge dans le territoire de Gemena. Tout était parti d'une provocation, par les enfants des autochtones, des éléments de police affectés en permanence par les autorités de la province du Sud-Ubangi

pour s'interposer entre les deux communautés qui se querellaient pour le contrôle d'une portion de terre cultivable.

Alors que deux policiers prenaient leur bain dans un ruisseau, des enfants issus de deux communautés ont mouillé leurs tenues. Ces enfants ont été par la suite arrêtés. Alertés, les membres de deux communautés parmi lesquels les parents des prévenus s'en sont pris aux deux policiers. L'un des policiers a été tué et son corps découpé. L'autre était porté disparu.

Informé, le groupe mobile d'intervention, unité de la police de Gemena dont faisaient partie les deux victimes, avait dépêché des renforts sur place quelques heures après ces affrontements. Mais craignant des représailles, les habitants de ces deux groupements s'étaient déjà enfouis en brousse, laissant leurs villages déserts.

A en croire des sources concordantes, l'acte criminel commis par les deux communautés était l'achèvement d'une série d'actes de provocation contre ces policiers pour les faire partir de cette terre querellée, et permettre aux paysans de deux communautés d'avoir accès à leurs terres et cultiver.

Désiré Baere, ancien journaliste de Radio Okapi, est décédé

L'ancien journaliste de Radio Okapi, Désiré Baere, est décédé jeudi 28 septembre à Kinshasa, vers 3 heures du matin. D'après les membres de sa famille, il a succombé d'un infarctus. Désiré Baere fut parmi les journalistes pionniers de Radio Okapi. Il a été recruté en 2002 et présentait le journal en français. Il va ensuite quitter la Radio onusienne pour rejoindre la Commission électorale indépendante (CEI) où il va s'occuper de la communication électorale. Avec cette expertise acquise dans le domaine électoral, Désiré Baere sera recruté par la division électorale de l'ONUCI, la mission de maintien de la paix en Côte d'Ivoire. Le mandat fini, il retournera au pays pour diriger le centre des ressources pour les médias à Kinshasa. Désiré Baere est ancien de l'Institut facultaire des sciences de l'information et de la communication (IFASIC), de la 18e promotion. Peu avant sa mort, il était chargé du centre d'informations électorales, une structure mise en place par la CENI en collaboration avec le PNUD.

RDC : l'armée repousse une nouvelle attaque des miliciens à Uvira

Les forces armées de la RDC ont repoussé jeudi 28 septembre une attaque que des miliciens Yakutumba avaient de nouveau lancée dans la matinée contre la cité d'Uvira. D'après le porte-parole de l'armée au Sud-Kivu, le major Louis Claude Tshimwanga, les miliciens avaient de nouveau tenté de prendre la cité d'Uvira en empruntant la voie lacustre à bord de cinq embarcations en bois. Ils ont été repoussés à plus de 25 Km de la ville. Des sources locales renseignent que des nouvelles unités des FARDC venues en renforts ont été déployées dans la matinée de ce jeudi sur les collines surplombant la cité d'Uvira pour une opération de nettoyage à Fizi. Elles ont pris le contrôle de Makobola en limite avec le territoire de Fizi. Sur le terrain, les mêmes sources font savoir que toutes les activités restent paralysées à Uvira. Aucun service frontalier n'a ouvert ses portes, notamment à Kavimvira, une localité frontalière située en face du Burundi et où des troupes de l'armée ont été déployées. Cependant, plusieurs véhicules en provenance de Misisi et Baraka bloqués à Kigongo ont été autorisés à poursuivre leur route vers Uvira, ont-elles indiqué. Des sources locales font état depuis mercredi de l'arrivée des autorités militaires congolaises ainsi que de la MONUSCO dans la région. Le commandant des FARDC en charge des opérations et renseignements militaires de la force terrestre est arrivé mercredi à Uvira avec le commandant de la 3e zone de défense. Un autre commandant de l'état-major général des FARDC était attendu hier jeudi dans la cité.

Le chanvre et l'alcool à forte dose sont de consommation courante à Kinshasa

Le chanvre et des boissons locales à forte dose d'alcool appelées communément «Aguéné» ou «500», pourtant interdits de vente et de consommation sur l'ensemble du territoire national, se vendent comme de petits pains dans la ville de Kinshasa. De Tshangu à Kinsuka en passant par la Place Victoire, à Matonge, ces produits considérés comme stupéfiants sont vendus partout parfois sous le regard impuissant des agents de sécurité.

Dans des installations de fortune appelées «Nganda», jeunes et vieux se bousculent pour se procurer soit une bouteille, soit une mesure d'Aguéné dont le coût minimum varie entre 300 et 500 Fc par rapport au lieu où l'on se trouve. Selon les témoignages recueillis par Actualite.cd, certains bistrotiers ne vendent que cette boisson interdite. Dans d'autres bars par contre où l'on vend régulièrement de la bière ou la boisson sucrée,

l'Aguéné prend de plus en plus de place. Et tout se fait dans la discrétion, comme l'affirme l'un des consommateurs qui a requis l'anonymat.

L'ALCOOL VENDU AU VU DE TOUT LE MONDE

« Moi, je viens chaque soir ici pour prendre ma bouteille. Avant, j'avais l'habitude d'acheter plus de 5 bouteilles de bière chaque soir. Mais maintenant, j'achète juste une bouteille de bière que je mélange avec une ou deux mesures d'Aguéné et je boucle ma journée sans problème. Ça me permet un peu d'économiser surtout avec la situation économique qui devient de plus en plus difficile. Actuellement, ne vous trompez pas, la plupart de bistrotiers à Kinshasa vendent cette boisson sans problème. Il suffit juste de demander au vendeur et vous serez servi », affirme-t-il.

Si pour la boisson alcoolisée à forte dose la vente, bien qu'interdite,

se fait au vu et au su de tout le monde, la vente du chanvre par contre reste encore un tabou. Mais les consommateurs ne sont plus inquiétés depuis plusieurs années et dans presque chaque avenue de la capitale, il est difficile de faire plus de 500 mètres sans sentir l'odeur de ce produit à effet hallucinogène. Certains militaires et policiers se livrent également dans la vente de ces deux stupéfiants.

Toujours selon les témoignages recueillis par Actualite.cd, la plupart de boissons «Aguéné» vendues à Kinshasa actuellement proviennent en grande partie de la ville de Kikwit, dans la province du Kwilu, une partie de l'ancienne province de l'Equateur. Le chanvre, lui, est cultivé au Plateau des Bateke, parfois dans des fermes privées, hautement sécurisées par des agents de l'ordre.

Santé : un groupe de travail pour piloter les stratégies sur la surmortalité maternelle et infantile

Le gouvernement de la RDC promet de subventionner les services de santé au profit de la mère et de l'enfant.

VÉRON K.

Les lampions se sont éteints, le mercredi 27 septembre au salon rouge de l'Hôtel du gouvernement, sur les journées d'échanges et de réflexion sur la santé de la reproduction, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent en RDC.

A la clôture des travaux, le Premier ministre Bruno Tshibala a annoncé le lancement, par le gouvernement, de la subvention stratégique des soins de santé à Kinshasa à partir du mois prochain pour l'étendre ensuite au reste du pays dès l'année prochaine. Il a également exprimé la détermination de l'Exécutif à mobiliser de plus en plus de ressources domestiques en faveur de cette cause.

Pendant les deux jours d'échanges et de réflexion, trois orientations ont retenu l'attention du Premier ministre, à savoir l'engagement pris par les parties prenantes à agir mainte-



nant et concrètement, sous le leadership du gouvernement, selon des stratégies éprouvées et dans une coordination harmonieuse, pour que les choses s'améliorent dès maintenant. Il est aussi question de l'attention particulière à accorder aux groupes sociaux ou géographiques les plus vulnérables, pour marquer l'adéquation, l'équité et l'efficacité dans l'action et en maximiser l'impact. Sans oublier le subventionnement stratégi-

que d'un paquet d'interventions définitif, préventif, curatif et promotionnel en faveur du couple mère-enfant.

DU GROUPE DE TRAVAIL

Ce subventionnement sera fait dans le cadre global de l'achat de prestations, ou encore de financement basé sur la performance. Ce paquet d'interventions comprendra le volet nutrition, surtout pour les enfants pendant leurs 1 000 premiers jours de vie. Ce subventionnement stratégique constitue le premier pas vers la couverture sanitaire universel qui est le cap ultime vers lequel devra tendre l'action en santé.

Auparavant, le ministre de la Santé publique, Oly Ilunga, avait décidé la mise en place d'un groupe de travail qui aura pour mission d'animer un plan d'action opérationnel, encadrer toutes les équipes et dégager un plan sectoriel. Car, les indicateurs de performance de la RDC ne sont pas bons. Pour ce faire, a-t-il fait savoir, il faut changer. Le plus important est de se remettre en question pour s'aligner au standard mondial.

Le groupe de travail aura aussi la charge de veiller à l'application des recommandations et au pilotage de l'action sectorielle dans le domaine de la reproduction de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent.

IDÉES-CLÉS

Pendant deux jours, les idées-clés ressorties des discussions sont, entre autres, l'achat stratégique, les aspects liés à la prise en charge, l'encadrement des prestataires, la prise en compte de toutes les parties prenantes, la qualité, le respect des procédures, le rôle à jouer par l'inspection générale de la santé, la guerre contre les inefficiences en matière de financement, la qualité et l'utilisation des données, la recherche opérationnelle, l'implication de la communauté pour assurer la pérennité.

ESU : les chefs de travaux et assistants de l'UNIKIS en grève

FLORENT N'LUNDA N'SILU

Décidément, le secteur de l'Enseignement supérieur et universitaire en République démocratique du Congo est en ébullition. A la base, la promesse du Premier ministre Bruno Tshibala de payer les agents et fonctionnaires de l'Etat au taux budgétaire de 1 425 francs congolais le dollar américain. La paie annoncée pour le mois de juillet 2017 ayant été décalée pour le mois d'août, les agents et fonctionnaires de l'Etat ont pris leur mal en patience. A la surprise générale, c'est une augmentation de 20 000 francs congolais qui a été décidée par le gouvernement. Laquelle n'a pas non plus été payée, à ce jour.

Les chefs de travaux et assistants de l'Université de Kisangani (UNIKIS) réunis au sein de l'Association des chefs de travaux et assistants de l'Université de Kisangani (ASUKIS) ont déclenché une grève illimitée.

Et ce, depuis le week-end dernier. La décision avait été prise lors d'une assemblée générale tenue la semaine dernière, renseigne l'Agence congolaise de presse (ACP).

Le président de l'Association du personnel scientifique des établissements de l'Enseignement supérieur et universitaire de la Tshopo (ESU), le chef de travaux Paulin Maembo, cité par l'ACP, a déclaré que le personnel scientifique de l'ESU réclame l'ajustement des salaires au taux budgétaire de 2017 et à la mécanisation d'un

certain nombre de chefs de travaux et assistants.

Pendant cette période de radicalisation de leur grève, a-t-il indiqué, aucun chef de travaux ne surveillera les examens ni les corrigera. Ils ne liront pas non plus les travaux de fin d'études des étudiants et ne participeront pas au jury d'évaluation des travaux des étudiants.

Pour rappel, la grève des chefs de travaux et assistants intervient après celle des professeurs de cet Alma Mater.

A Kinshasa, les professeurs, réunis au sein de l'Association des professeurs de l'UNIKIN (APUKIN), ont décidé le week-end dernier de poursuivre et de radicaliser leur mouvement de grève. La grève est aussi observée à l'Université pédagogique nationale (UPN) et à l'Institut facultaire des sciences de l'information et de la communication (IFASIC).

Après des échauffourées survenues à l'UPN lundi 25 septembre, dont le bilan fait état des bus de Transco et des véhicules des privés endommagés, le recteur de l'UPN, Pèlerin Kimwanga, est intervenu pour appeler les étudiants de son établissement au calme. Les étudiants de l'UPN avaient manifesté suite à l'omission des noms de quelques uns d'entre eux d'une part et la non-délibération d'autres collègues ayant participé à la première session des examens.

A noter que le début des examens de la deuxième session est annoncé pour la semaine prochaine.



ASSOCIATION DE SANTÉ FAMILIALE
ASF

Association sans but lucratif agréée par l'Arrêté Ministériel, Justice 8.05.
N° 064/CAB/JS/05/2011 du 10 décembre 2011 - N° Impôt : A0708248Z



psi
Population Services International

AVIS D'APPEL D'OFFRES N° : 2017/SEPTEMBRE/4398-MTCT/1 VEHICULE 4X4

Date de lancement : 28/09/2017
Date limite de réception des demandes de renseignements : 12/10/2017
Date limite de remise des offres : 19/10/2017 à 12h00

Dans le cadre de ses activités de lutte contre le VIH, appuyé par USAID, l'Association de Santé Familiale, en sigle ASF, partenaire de Population Services International (PSI), lance cet Appel d'offres (ADO) **local** pour la fourniture de véhicule de projet. Toutes les sociétés professionnelles qui répondent aux critères développés dans les spécifications techniques ci-dessous sont invitées à soumissionner.

Il s'agit de véhicule de projet — désigné dans cet appel d'offres («ADO») sous le nom de «bien», sauf là où le contexte exige plus de précision — devant être utilisés principalement dans les pays en voie de développement.

ASF invite donc, par le présent avis d'Appel d'Offres, toutes les entreprises et organismes qui répondent aux critères développés dans les termes de références à soumissionner.

Les demandes de renseignements relatives à cet appel d'offres doivent être soumises dans un délai suffisant avant la date limite de présentation des demandes de renseignements pour permettre à ASF d'y répondre adéquatement et en détails. Ces demandes doivent être envoyées directement par courrier à l'attention de **Directeur des Opérations** de l'ASF, à l'adresse : **procurement@psicongo.org**, au plus tard le **12/10/2017**. ASF n'est en aucun cas obligé de prendre connaissance de questions soumises en retard ni d'y répondre.

Veillez soumettre votre proposition au siège de l'ASF/PSI à Kinshasa en tenant compte des modalités figurant au point **2.3 : Présentation et teneur des offres** de cet **ADO : 2017/SEPTEMBRE/4398-MTCT/1 VEHICULE 4X4**

Les réponses au présent appel d'offres doivent être déposées sous pli fermé, au plus tard le **19/10/2017**, à la Réception de l'ASF à Kinshasa, sise au n°4630, Avenue de la science, Commune de la Gombe, **au plus tard 12h00**.

Les offres seront ouvertes en public dans les bureaux de l'ASF le **19 Octobre 2017 à 14h00**, Sise **4630 Avenue de la Science, Immeuble USCT Bloc C, Gombe, Kinshasa**.

Pour plus de détails sur les instructions aux soumissionnaires, les critères d'éligibilité et de sélection, et les conditions de marché, nous recommandons aux fournisseurs potentiels de télécharger le dossier d'Appel d'Offres sur le site internet [mediacongo.net](http://www.mediacongo.net) Sous le lien : <http://www.mediacongo.net/emploi-societe-21265.html>

Ceci est un avis d'appel d'offre public, compétitif et ouvert à tous. Toute offre complète reçue à temps sera considérée et évaluée sur une base juste, objective, et non-discriminatoire.

La bonne gouvernance en recul en Afrique!

Selon un nouveau rapport de la Banque Mondiale (BM), la qualité de la gouvernance en Afrique est en recul dans 38 pays sur 54, notamment en matière de la gestion économique, des politiques structurelles et des mesures d'insertion sociale.

Publié tous les ans par la Société financière internationale (IFC), filiale de l'institution de BrettonWoods dédiée au secteur privé, ce document explique cela par la chute des prix des matières premières sur les marchés internationaux, sachant qu'une majorité des budgets des pays africains se basent sur les performances des prix des minerais, des hydrocarbures et des matières premières végétales.

Le rapport prend ainsi en exemple des pays comme la Centrafrique, le Burundi et la République Démocratique du Congo (RDC), tout en citant le Rwanda, le Sénégal et le Kenya, comme des pays sortant du lot. Ainsi, le Rwanda, classé en 7e position des gouvernements les plus efficaces au monde devant la Malaisie, la Suisse et le Luxembourg par le Forum Économique Mondial, fait figure d'exemple sur le continent. Des résultats obtenus grâce à une politique appuyée contre la corruption et pour la bonne gouvernance depuis plusieurs années et que l'ONG Transparency International semble reconnaître en citant le Rwanda comme « un des pays les moins corrompus d'Afrique ».



Rappelons que le pays a également connu une croissance étonnante qui est passée de 4,7% en 2013 à 7% en 2014 avant de redescendre à 5,9% en 2016. Celle-ci fait suite à la stratégie gouvernementale de développement économique et de réduction de la pauvreté qui vise à favoriser la transformation économique, le développement rural, la productivité et l'emploi des jeunes ainsi que la promotion d'une gouvernance responsable. À côté du Rwanda et des deux autres pays cités ci-dessus où la qualité des politiques et des institutions s'est renforcée, la Centrafrique, le Burundi et la RDC font donc office de mauvais élèves, mais pas autant que le Mozambique et le Soudan du Sud qui enregistrent la plus grande baisse de leurs notes globales (une diminution de 0,3 point).

La Banque mondiale conclut son rapport avec le regret que le nombre de pays ayant vu leur note globale se détériorer soit de plus en plus important. « Cette situation s'explique par la conjoncture défavorable qui exacerbe les faiblesses macroéconomique de certains pays » comme le Nigeria, première économie du continent en proie à une récession économique, le Congo-Brazzaville, le Burundi, et le Zimbabwe, ont ainsi expliqué les auteurs de ce rapport.

AFRIQUE EXPANSION MAGAZINE

L'administration Trump compte accueillir 19 000 demandeurs d'asile d'origine africaine en 2018

L'administration Trump compte accueillir 19 000 demandeurs d'asile d'origine africaine en 2018. Le président américain Donald Trump devrait fixer le plafond des demandeurs d'asiles pouvant être accueillis aux États-Unis à 45 000, ont révélé des sources au sein de l'administration américaine sous couvert l'anonymat, rapporte Reuters.

Toujours selon ces sources, le quota de demandes d'asile par région, pour l'année fiscale 2018 qui commence dimanche, devrait être de : 19 000 pour l'Afrique ; 17 000 pour l'Asie du Sud ; 5000 pour l'Asie de l'Est et le Proche Orient ; 2000 pour l'Europe et l'Asie centrale ; et 1500 pour l'Amérique latine et les Caraïbes.

Le continent africain obtient ainsi le plus important quotas de réfugiés admissibles aux États-Unis pour l'année prochaine.

Toutefois, ce chiffre de 45 000 réfugiés à pourvoir être admis aux États-Unis, constitue l'un des plus bas depuis la signature de la loi américaine sur les réfugiés en 1980. Après, bien sûr, l'année fiscale suivant les attentats terroristes du 11 septembre 2001 avec seulement 27 000 admis.

Interrogé par l'AFP, un respon-



sable de l'administration américaine a expliqué que « la sécurité de la population américaine est notre premier souci. Nous voulons avoir l'assurance que le programme d'accueil des réfugiés va à ceux qui ont le droit à cette protection et qui ne sont pas connus pour représenter un risque pour la sécurité de notre pays ».

« Les demandeurs d'asile seront soumis à des vérifications intensives de sécurité, biographiques et biométriques à des stades multiples », avant et après leur arrivée sur le territoire américain, a insisté une autre responsable gouvernementale.

A noter que le processus d'obtention du statut de réfugié prend actuellement entre 18 mois et deux ans.

AEM

Dettes publiques : le Congo sur la sellette

Une délégation du Fonds monétaire international (FMI) est actuellement à Brazzaville, en République du Congo (26 septembre au 4 octobre) pour « finaliser l'évaluation de la dette et mettre à jour les projections macroéconomiques », écrit Radio France international (RFI) avant de préciser : « en clair, savoir à qui et à quelles conditions le Congo a emprunté et ce que le surendettement actuel va impliquer comme mesures d'austérité futures ».

Ainsi, cette visite intervient un peu plus d'un mois après que les autorités congolaises aient reconnu suite aux révélations de RFI, avoir dissimulé la réalité de la dette du pays lors de discussions bilatérales avec le FMI pour établir un programme d'aide et de réformes. En effet, en mars dernier, le Congo avait affirmé que sa dette publique représentait 77% de son produit intérieur brut (PIB) alors qu'elle était en réalité de 120%. Pourtant, en 2012, le pays était parvenu à ramener cette dette à 34% grâce au PPTTE (initiatives pays pauvres très endettés, permettant un abaissement du déficit public pour le rendre « soutenable »).

Suite à ces mensonges, l'institution de BrettonWoods a alors exigé du gouvernement congolais une transparence totale sur les comptes publics avant d'entamer un pro-



gramme d'appui budgétaire qui se traduira certainement par l'exigence de mesures d'austérité. Un examen nécessaire pour savoir comment rééquilibrer les comptes. En milieu d'année 2017, le FMI avait également apporté un appui financier aux autres pays de la zone Cemac pour rééquilibrer leurs comptes suite à la chute des cours du pétrole fin 2014.

Parallèlement à l'annonce de la visite de la délégation de l'institution financière, l'agence de notation SP Global Ratings a confirmé ce 22 septembre, la note de la dette souveraine de long terme du Congo, à CCC+ après l'avoir abaissée début août. « Les institutions de la République du Congo sont fragiles, la culture du paiement de la dette est faible (...), l'économie est fragile et largement dépendante de la production de pétrole », constate l'agence.

AEM

Le MCC valide un programme Compact de 524 millions \$ au profit de la Côte d'Ivoire

Le Conseil d'administration du Millennium Challenge Corporation (MCC) a approuvé, hier 27 septembre, le programme Compact de 524 millions \$ au profit de la Côte d'Ivoire, « en vue de stimuler la croissance économique et réduire la pauvreté ». « Le programme appuiera la volonté à long terme du pays de diversifier son économie grâce à des investissements dans les secteurs de l'éducation et des transports » précise l'institution américaine à travers un communiqué. Ce choix a été effectué à la suite d'une analyse économique conjointe, entre le MCC et la Côte d'Ivoire, en vue d'identifier les secteurs présentant les plus grandes contraintes à la croissance du pays. Ceux-ci étant essentiellement constitués par « la faible disponibilité des travailleurs qualifiés et les défis liés à la circulation des biens et des personnes, en particulier à Abidjan, le carrefour économique du pays ». Ainsi, à travers le projet « Compétences pour l'employabilité et la Productivité » qui sera financé dans le cadre de ce programme Compact, l'accès à l'enseignement secondaire sera renforcé avec notamment la construction de près de 84 nouvelles écoles secondaires, en plus de la formation des enseignants.

Côte d'Ivoire, Sénégal, Guinée Bissau, Niger, Burkina Faso : de nouveaux engagements de la BOAD pour 106 milliards de FCFA

Le Conseil d'Administration de la Banque Ouest-Africaine de Développement (BOAD) s'est réuni pour sa 106ème session ordinaire dans les locaux de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) à Abidjan (Côte d'Ivoire), sous la présidence de Monsieur Christian Adovelande, Président du Conseil d'Administration, Président de la BOAD. Après avoir adopté le procès-verbal de sa 105ème réunion qui s'est tenue le 27 juin 2017 à Dakar (Sénégal), le Conseil a arrêté les comptes intermédiaires au 30 juin 2017, puis approuvé les Directives générales pour l'actualisation des Perspectives financières 2017-2021 et la préparation du budget-programme 2018-2020 de la BOAD. Il a également marqué son accord pour trois prêts à moyen et long termes pour un montant total de 75 milliards de FCFA, deux opérations de garantie et contre-garantie à court terme pour 30 milliards de FCFA et une prise de participation pour un montant de 825 millions de FCFA.

UNE SÉLECTION DE LA RÉDACTION

10 pays africains dans le top 100 des économies les plus compétitives de la planète

L'île Maurice reste l'économie africaine la plus compétitive du continent et est au 45^{ème} rang au plan mondial. Cependant, quatre pays du Maghreb font partie de ce top 100 des économies les plus compétitives de la planète.
AMK AVEC AGENCE ECOFIN

Le Forum économique mondial (WEF) vient de publier l'édition 2017-2018 de son rapport global annuel sur la compétitivité. Fruit de plusieurs enquêtes réalisées auprès de 14 000 chefs d'entreprise, portant sur une centaine d'indicateurs répartis en douze piliers, le document a évalué, cette année, 137 pays.

Au nombre des principaux indicateurs, la stabilité des institutions, la qualité des infrastructures, l'innovation, la qualité de l'éducation, la performance du système de santé, le climat des affaires et la situation du secteur privé.

Intitulé « The Global Competitiveness Report 2017-2018 », le rapport paraît à un moment où l'économie mondiale commence à présenter des signes de reprise. Cette année, dix pays africains se retrouvent dans le top 100. Sans surprise, l'île Maurice (45e mondiale) conserve

la première place africaine. Le Rwanda (58e) et l'Afrique du Sud (61e) complètent le trio de tête. Au bas du classement figurent le Tchad (135e) et le Mozambique (136e).

Par région, le Maroc (71e) conserve sa place de leader en Afrique du nord. Alors que l'Algérie (86e) continue de progresser, la Tunisie (95e) maintient sa place tandis que l'Egypte (100e) gagne du terrain avec un bond de plus d'une dizaine de places (+14 places). L'Afrique subsaharienne, quant à elle, a connu peu de mouvements et d'améliorations. Le ralentissement récent de la compétitivité de l'Afrique se reflète dans les faibles taux de croissance (seulement 1,4%) enregistrés en 2016 et la modeste reprise de 2,6%, cette année, selon les prévisions de la Banque mondiale. Une situation qui pèse sur les recettes publiques qui ont diminué en moyenne de 26,5% du PIB global de l'Afrique

subsaharienne en 2017. La dette publique des pays a augmenté en moyenne de 31,5% dans 22 des 31 pays passés au crible.

Dans une telle atmosphère, la performance du pilier institutionnel s'est détériorée, en particulier en Afrique du Sud. Les élections au Rwanda, au Kenya, au Libéria et en République démocratique du Congo ont alimenté l'incertitude au niveau du commerce africain, souligne le rapport.

La Côte d'Ivoire, une des économies les plus dynamiques de l'Afrique subsaharienne, n'a cependant pas été évaluée pour cette édition. Le Gabon a été également exclu pour cause d'insuffisances de données macroéconomiques.

Au niveau mondial, la Suisse reste pour la neuvième année consécutive la nation la plus compétitive de la planète, suivie des Etats-Unis (2e) et de Singapour (3e).

VOICI LE TOP 10 DES PAYS AFRICAINS LES PLUS COMPÉTITIFS EN AFRIQUE

Ile Maurice (45e mondiale)	Algérie (86e)
Rwanda (58e)	Namibie (90e)
L'Afrique du Sud (61e)	Kenya (91e)
Botswana (63e)	Tunisie (95e)
Maroc (71e)	Egypte (100e)

La SFI renforcer ses engagements au Cameroun et développer le marché de capitaux dans la Cemac

Jingdong Hua (photo), vice-président chargé de la trésorerie de la Société financière internationale (IFI), une filiale du groupe de la Banque mondiale, vient d'achever une visite de travail de deux jours au Cameroun.

L'objectif principal de la visite de Jingdong Hua, explique la Banque mondiale, était de discuter avec les autorités camerounaises du renforcement des engagements de l'IFI dans le pays et en Afrique, ainsi que du développement du marché de capitaux au sein de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac).

A cet effet, M. Hua a eu des séances de travail avec le ministre de l'Economie, Louis Paul Motaze, et avec le ministre des Finances, Alamine Ousmane Mey. Il a également rencontré les responsables du Douala Stock Exchange, la Commission des marchés financiers et les représentants des secteurs bancaires et des assurances. M. Hua a enfin eu une rencontre d'échanges avec des étudiants de l'Ecole supérieure des sciences économiques et sociales de Douala.

« Je me réjouis de la qualité et de la richesse des échanges que j'ai eus au cours de mon séjour dans ce pays qui est une priorité pour notre institution », a déclaré le vice-président de l'IFI. « Ces rencontres m'ont



permis de tirer des enseignements importants sur la manière dont l'IFI peut déployer sa gamme de produits financiers et de services conseil afin d'accélérer le développement inclusif du pays, et au-delà celui de la Cemac », a précisé Jingdong Hua.

En décembre 2016, la communauté des bailleurs de fonds s'est engagée à allouer un montant record de 75 milliards de dollars au profit de l'Association internationale de développement (IDA), le fonds de la Banque mondiale dédié aux pays les plus pauvres. De cette allocation, 2,5 milliards de dollars seront exclusivement dédiés à un Guichet de promotion du secteur privé (PSW en anglais).

Ce Guichet permettra à l'IFI et à l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) d'investir jusqu'à 2,5 milliards de dollars et de mobiliser entre 6 et 8 milliards de dollars en investissements privés auprès d'autres Institutions de développement. Cette ressource additionnelle bénéficiera majoritairement aux pays d'Afrique subsaharienne et notamment au Cameroun.

Le portefeuille actuel de l'IFI au Cameroun est de 113 millions de dollars. L'institution intervient notamment dans les secteurs des infrastructures, des marchés financiers, des secteurs productifs et l'agriculture.

AGENCE ECOFIN/LP

RCA : ICG plaide pour « la lutte contre les trafics » des groupes armés

Dans un rapport publié hier jeudi, le centre d'analyse International Crisis Group (ICG) estime que « la lutte contre les trafics les plus rémunérateurs » (diamants, or, bétail...) doit être au cœur de la stratégie de sortie de crise ».

Il faut « s'attaquer aux finances » des groupes armés en Centrafrique, qui se battent pour le contrôle des ressources naturelles, estime un rapport du centre d'analyse International Crisis Group (ICG) jeudi alors qu'un regain de violences ravage le pays depuis plusieurs mois. Le groupe de réflexion estime que la lutte contre « les trafics les plus rémunérateurs » (diamants, or, bétail...) doit être au cœur de la stratégie de sortie de crise.

Pour l'ICG, une « reprise, par des forces internationales, des principaux sites miniers » de l'Est du pays, « présenterait plusieurs avantages »: priver les groupes armés de ce financement, « éroder le soutien des acteurs du diamant » qui commercent avec les groupes armés, et relancer la filière minière pour redonner de l'emploi aux jeunes et désolidariser les acteurs économiques des groupes armés. Concernant le trafic de bétail, ICG appelle la Centrafrique à plus de coopération avec les pays voisins, Cameroun en tête, qui sont « des filières d'écoulement du bétail volé ».



Il faut « s'attaquer aux finances » des groupes armés en RCA (Photo/AFP)

Le centre de recherche souligne que le mandat actuel de la Mission des Nations unies en Centrafrique (Minusca) est « flou » sur la question des trafics.

Le regain de violences depuis plusieurs mois en Centrafrique a causé des centaines de morts. Selon l'ONU, un quart des 4,5 millions d'habitants a fui son lieu de vie, plus haut pourcentage « jamais observé » dans un pays empêtré dans des violences depuis 2013.

L'intervention de la France (2013-2016) et de la Minusca (12 500 hommes) ont certes permis un retour du calme à Bangui, mais pas dans les provinces, qui restent majoritairement contrôlées par les groupes armés.

Pour l'ICG, une plus forte présence de Casques bleus - demandée par le président Touadéra et certains cadres de l'ONU avant le très probable renouvellement de la Minusca en

novembre - sera « insuffisant ».

L'ONU doit aussi, selon le centre de recherche, donner les moyens à ses Casques bleus de traquer les trafics de ressources et d'arrêter les « seigneurs de guerre », par un renforcement de la « capacité de renseignement et d'arrestation rapide ».

L'ICG propose un « mécanisme de vérification » et d'identification des leaders de groupes armés pour « éviter de (les) propulser dans le processus politique, même local ». L'ICG suggère au président Touadéra, qui a appelé devant l'ONU la communauté internationale à « ne pas oublier » la Centrafrique, de faire preuve de « courage politique » et reconnaître les crimes commis par les précédents présidents - Michel Djotodia et François Bozizé en tête - « afin de tirer un trait sur le passé et d'ouvrir une nouvelle page ».

AFP/LP

Le Soudan primé « Meilleur gouvernement africain » pour son appui aux étudiants africains

MATSHI

La 5^{ème} Edition de remise du « Prix de l'Education et du Leadership en Afrique » qu'organise chaque année l'Union Panafricaine des Etudiants (AASU) a vécu.

Pour cette 5^{ème} Edition, le lauréat est connu : c'est le gouvernement de la République du Soudan qui a reçu le Prix du « Meilleur Gouvernement Africain » suite à son immense contribution et appui à la cause du mouvement des étudiants aussi bien sur le plan national que continental.

Selon un communiqué de l'ambassade du Soudan à Kinshasa, « le prix du Meilleur Gouvernement Africain » que son pays vient de recevoir, a été créé à l'initiative de plusieurs mouvements des Etudiants du Continent Africain qui ont mis en place « L'Union Panafricaine des Etudiants » (AASU) avec une mission et des objectifs ambitieux.

Concrètement, l'AASU, est une Organisation des Etudiants Panafricains formés pour galvaniser les jeunes, en particulier les étudiants dans tous les domaines visant le développement du continent africain.

Depuis sa création en 1972,

l'AASU est maintenant présente dans 55 pays d'Afrique et a joué, entre autres, un rôle important dans la lutte contre le colonialisme et l'apartheid.

Aujourd'hui, l'AASU est à l'avant-garde de haut niveau d'accès égal pour une éducation de qualité, l'assurance de la qualité dans l'enseignement supérieur, la gouvernance démocratique, le respect des droits de l'homme et du genre, la promotion de la culture africaine, le développement durable et le développement de l'entreprenariat.

Chaque année, sous l'égide du sommet des étudiants et des jeunes en Afrique, l'Union réunit des étudiants et des jeunes africains pour se pencher sur les problèmes clé qui touchent le continent Africain et le monde entier. C'est à l'issue de ce sommet de 2017 que la République du Soudan a été sélectionnée comme lauréate pour le Prix du « Meilleur Gouvernement Africain » pour son soutien aux Etudiants du continent.

Parmi ses objectifs et sa mission, elle vise à promouvoir l'unité entre les mouvements d'étudiants démocratiques et progressistes de l'Afrique sur la base d'un objectif com-

mun anti-impérialiste, anticolonialiste et anti néocolonialiste; créer parmi les grandes masses de populations africaines une prise de conscience des problèmes auxquels l'Afrique est confrontée; demander aux étudiants, en tant que partie intégrante de la société, d'être pleinement impliqués dans les efforts pour résoudre ces problèmes; être pleinement impliqués dans la lutte contre l'impérialisme, le colonialisme, le néocolonialisme, le racisme et le sionisme et lutter pour la paix, l'indépendance nationale, la démocratie et le progrès social; mais aussi lutter pour une véritable réforme et démocratisation de l'éducation; favoriser le développement des étudiants par le biais de programmes d'échanges institutionnels et culturels interafricains et d'activités extrascolaires telles que les sports; protéger les droits des étudiants d'Afrique; promouvoir un esprit d'internationalisme parmi tous les étudiants.

L'octroi de ce prix est bien apprécié, surtout qu'il intervient après l'allègement des sanctions américaines contre le Soudan et le retrait de ce pays de la liste des pays dont les ressortissants sont privés d'entrée au pays de l'Oncle Sam.

Angola: le chef du principal parti d'opposition annonce son départ

Le président du principal parti d'opposition angolais, l'Unita, a annoncé mercredi qu'il quittait ses fonctions après sa défaite lors des élections générales du 23 août, qui ont redonné la majorité absolue au parti au pouvoir depuis 42 ans, a rapporté l'AFP. « J'ai affirmé aux Angolais avant et pendant la campagne électorale que, après le scrutin, j'abandonnerai le poste de président de l'Unita pour servir le parti à une autre fonction. Je confirme cette décision », a déclaré Isaias Samakuva devant la presse. Aujourd'hui âgé de 71 ans, M. Samakuva a pris les rênes de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (Unita) en 2003, après la mort de son chef historique Jonas Savimbi, tué lors de combats avec l'armée angolaise.

Soudan du Sud: Kiir enjoint la police de coopérer avec les Casques bleus

Le président du Soudan du Sud Salva Kiir a enjoint mercredi les forces de police de «coopérer» avec les Casques bleus déployés dans le pays, et notamment à Juba la capitale, lors d'une cérémonie, a rapporté l'AFP. « Votre rôle en tant que forces de sécurité n'est pas de combattre ces soldats. Vous n'êtes pas là pour vous battre contre la force de protection régionale (RPF) ou contre les Casques bleus de la Minuss (Mission de l'ONU dans le pays), vous devez coopérer avec eux », a déclaré le président Kiir.

Mauritanie: des avocats dénoncent une «instrumentalisation» de la justice

Les avocats de deux opposants au régime du président mauritanien Ould Abdel Aziz, visés par un mandat d'arrêt international, ont dénoncé mercredi «une instrumentalisation de l'autorité judiciaire» dans le cadre d'une affaire impliquant plusieurs sénateurs accusés de corruption. A Nouakchott, «la chambre d'accusation a maintenu les mandats d'arrêt internationaux» lancés par un juge d'instruction début septembre contre l'homme d'affaires et mécène Mohamed Ould Bouamatou et son collaborateur Mohamed Ahmedou Debagh, qui vivent tous deux au Maroc, a indiqué mercredi à l'AFP une source judiciaire.

UNE SÉLECTION DE LA RÉDACTION

Bagdad met en exécution ses menaces contre le Kurdistan

Après la tenue du référendum sur l'indépendance du Kurdistan qu'il avait interdit, l'Irak est passé jeudi aux actes en mettant en œuvre ses menaces avec comme première mesure la fermeture de tous les vols internationaux vers et en partance d'Erbil, la capitale du Kurdistan.

MATSHI

Moins de trois jours après le « Oui » qui a sanctionné à plus de 90% le référendum d'autodétermination de Kurdistan, l'Irak a annoncé, jeudi, la suspension à partir de ce vendredi 29 septembre de tous les vols internationaux à partir et vers le Kurdistan irakien. Il s'agit là de la première mesure-sanction concrète de rétorsion après le référendum des Kurdes en faveur d'indépendance, rapporte l'Agence France Presse (AFP).

Ce qui ne va pas sans conséquence. En fait, la fermeture prolongée du trafic aérien aurait des conséquences dramatiques, car un grand nombre d'étrangers travaillent au Kurdistan, une région autonome du nord de l'Irak qui a choisi de défier le pouvoir central en organisant lundi un référendum qui a vu la victoire massive du « oui », poursuit la source.

Pourtant, les autorités kurdes affirment que l'indépendance ne sera pas annoncée de sitôt. Pour elles, le référendum était un prélude aux discussions avec les autorités de Bagdad et se disent favorable au dialogue avec les autorités de Bagdad. Mais celles-ci rejettent toute négociation sur la base de ce référendum.

« Tous les vols internationaux, sans exception, de et vers Erbil et Souleimaniyeh cesseront à partir de vendredi à 18H00 (15H00 GMT) à la suite de la décision du conseil des ministres et du Premier ministre Haider al-Abadi », a déclaré à l'AFP la directrice de l'aéroport d'Erbil, Talar Faiq Saleh. L'Aviation civile irakienne, dont dépend le trafic au Kurdistan, a confirmé cette mesure.

« Les deux aéroports seront fermés vendredi (...) Tous les vols internationaux vers Erbil et Souleimaniyeh vont cesser », a affirmé à l'AFP un haut responsable de l'aviation civile à Bagdad. « Nous avons informé toutes les compagnies étrangères et c'est pour cela qu'elles ont annoncé la suspension des vols. Quant aux vols intérieurs, la décision sera prise après vendredi », a-t-il ajouté.

Comme il fallait s'y attendre, face à la décision de Bagdad de sus-

pendre tous les vols internationaux de et vers Erbil, un grand nombre d'étrangers se pressaient jeudi à l'aéroport d'Erbil pour quitter la ville, de peur de se retrouver bloqués, a-t-on constaté et, cela pour une raison bien simple. Ces étrangers entrent au Kurdistan avec un visa délivré par les autorités kurdes qui n'est pas reconnu par Bagdad, et donc ne peuvent se rendre ailleurs en Irak, afin de trouver un autre vol pouvant les amener chez eux ou ailleurs.

RÉACTIONS DES KURDES

Pour les autorités kurdes, la décision prise par Bagdad est une mauvaise décision qui ne tient pas compte des intérêts étrangers dans leur région.

« Nous avons ici des consulats, des compagnies et du personnel international, cela va affecter tout le monde. Ce n'est pas une bonne décision », a indiqué à l'AFP Mme Saleh.

« Cette décision ne frappe pas seulement les Kurdes. Nous avons un grand nombre de réfugiés qui utilisent l'aéroport (d'Erbil) et nous étions un pont entre la Syrie et l'ONU pour envoyer de l'aide humanitaire », a-t-elle poursuivi. « Nous avons ici aussi des forces de la coalition (internationale antijihadistes), ce qui veut dire que

l'aéroport servait pour tout », selon la responsable. Mais déjà, M. Abadi avait intimé l'ordre à la région autonome du Kurdistan de remettre aux autorités centrales le contrôle de leurs deux aéroports.

De son côté, Mme Saleh a affirmé avoir demandé au ministre irakien des Transports ce que signifiait « remettre l'aéroport ». « Il m'a répondu, cela veut dire que tout le personnel de sécurité, de l'immigration, des douanes doit être remplacé par des gens de Bagdad ».

En d'autres termes, il faut mettre en chômage les Kurdes travaillant dans ces deux aéroports. Ce qui est inadmissible. Mais la guerre entre Bagdad et Erbil ne fait que commencer. Il y a lieu de craindre le pire avec le contrôle du pétrole et toutes activités connexes.

Près de 93% des votants ont voté « oui » lors du référendum d'indépendance organisé au Kurdistan et dans des régions que les Kurdes revendiquent, notamment la province multi-ethnique de Kirkouk, riche en pétrole.

La tenue du référendum a été maintenue malgré l'opposition du pouvoir central qui le juge illégal, des pays voisins qui comptent des minorités kurdes et des Etats-Unis.

États-Unis: une majorité de Noirs inquiets de la façon dont Trump gère le pays

Le désamour continue entre Donald Trump et l'électorat noir, qu'il avait vainement tenté d'attirer lors de l'élection présidentielle de novembre 2016, selon deux enquêtes indiquant qu'une très large majorité d'Afro-Américains désapprouvent l'action du président américain.

Selon un sondage rendu public mercredi par l'Université Quinnipiac, 94% des électeurs noirs estiment que Donald Trump est inapte à la fonction présidentielle. Ils sont encore plus nombreux (95%) à désapprouver sa façon de gérer les relations raciales, un thème éminemment sensible aux Etats-Unis.

Dans un autre sondage paru en début de semaine et réalisé par l'institut Perry Udem auprès de 1.003 Afro-Américains, près des deux tiers des Noirs vivant aux Etats-Unis sont inquiets de la façon dont le président Donald Trump gère le pays et davantage encore estiment qu'il va dans la mauvaise direction.

« Un diviseur, responsable de l'agrandissement du fossé de la discordance raciale », dit Tim Malloy, directeur assistant du sondage de Quinnipiac, qui a interrogé 1.412 électeurs dans tout le pays. « Les électeurs qui voient les relations raciales se détériorer depuis le début de son mandat », explique-t-il.

L'électorat noir a voté massive-



Le désamour continue entre Donald Trump et l'électorat noir, qu'il avait vainement tenté d'attirer lors de l'élection présidentielle de novembre 2016

ment pour la candidate démocrate Hillary Clinton (88%) lors de l'élection de novembre 2016, contre seulement 8% pour Donald Trump.

Le désamour n'est pas surprenant si on considère que le magnat de l'immobilier a lancé sa carrière politique en se faisant l'avocat d'une théorie du complot aux relents racistes.

Celle-ci prétendait que Barack Obama, premier président noir américain, n'est pas né aux Etats-Unis et que son élection était donc illégitime. Lors des primaires du parti républicain, Donald Trump avait également tardé à désavouer David Duke, figure des suprématistes blancs et ancien dirigeant du Ku Klux Klan, qui lui avait apporté son soutien.

M. Trump avait pourtant tenté de convaincre les Américains noirs qu'avec lui, la situation ne serait pas plus mauvaise, et sûrement même

meilleure, qu'avec Mme Clinton. « Vous vivez dans la pauvreté, vos écoles sont mauvaises, vous n'avez pas de boulot, 58% des jeunes sont au chômage. Qu'est-ce que vous avez à perdre? », avait-il lancé lors d'une réunion publique dans le Michigan.

AVANT CHARLOTESVILLE -

L'appel n'a pas été entendu et même s'il a assuré que, finalement, Barack Obama était un homme « très bien », ses relations avec la communauté noire restent très compliquées. Ainsi, selon le sondage Perry Udem, 84% des personnes interrogées ont ainsi estimé que le pays était sur la mauvaise voie. Les enquêteurs ont demandé à cette population noire comment elle se sentait avec Donald Trump à la tête du pays. Au total, 63% se sont dits inquiets, 45% ont déclaré avoir peur et 42% être en colère. Seules 12% des personnes

interrogées ont répondu être optimistes.

Les enquêteurs ont également demandé à cet échantillon en qui ils avaient le plus confiance en matière de sujets les concernant. Barack Obama et l'ancienne Première dame Michelle Obama ont tous les deux obtenu 92% de réponses positives. Le mouvement Black Lives Matter, qui dénonce la violence policière contre les Noirs, a été cité par 81% d'entre eux.

L'enquête a été menée avant le 12 août et les violences de Charlottesville, en Virginie, au cours desquelles une femme de 32 ans qui participait à une manifestation antiraciste avait été tuée par un sympathisant néo-nazi. M. Trump avait alors été critiqué pour avoir renvoyé dos-à-dos les deux camps dans la responsabilité des violences.

Depuis, Donald Trump a également engagé un bras de fer avec des joueurs de football américain qui posent un genou à terre pendant l'hymne national pour dénoncer les violences raciales aux Etats-Unis, un geste que le président américain interprète comme un manque de respect envers le pays.

Les Afro-Américains représentent 13% de la population adulte aux Etats-Unis.

Confusion autour du transfert d'Etekiama au DCMP

Jérôme Ntangu, président in intérim de DCMP confirme l'arrivée légale d'Etekiama dans son équipe, alors que V. Club dit non. Le joueur, lui, a même déjà signé un contrat de deux ans avec Daring. C'est déjà une polémique qui prend le corps.

ARMEL LANGANDA

Il y a une terrible polémique ouverte autour de la signature de l'international rwandais, Taggy Agiti Etekiama, au sein de Daring Club Motema Pembe pour deux saisons, depuis le mercredi 27 septembre. Pendant que les dirigeants de DCMP affirment la légalité de ce transfert, ceux de V. Club, son club de provenance, disent le contraire.

Le président in interim de DCMP, Jérôme Ntangu, a confirmé que toutes les étapes ont été bel et bien respectées pour acquérir ce joueur. Une déclaration déclarée quasiment fautive par les dirigeants de l'AS V. Club, le jeudi 28 septembre 2017.

C'est le cas du secrétaire général de l'AS V. Club, Patrick Banishayi qui confirme qu'Etekiama est un joueur définitif de l'AS V. Club. DCMP aurait traité avec le joueur lui-même sans pour autant contacter les dirigeants du team vert et noir de la ca-



pitale. Un contrat jugé illégal et informel par l'administration de V. Club.

Le SG Banishayi a même signifié qu'Etekiama était lors de la reprise des entraînements de V. Club au nouveau terrain de Kimbondo inauguré. Son nom est même repris sur la liste de nouveaux joueurs publiés par le club. Ils ne savent pas par quelle magie DCMP a acquis Etekiama. Pour le SG, DCMP s'est simplement laissé tromper par le joueur. Il a fallu d'abord contacter les dirigeants avant qu'il

n'appose sa signature.

UN BON CHOIX POUR DCMP

Selon le président Jérôme, DCMP va simplement remplir quelques formalités pour que son nouveau joueur puisse évoluer librement sous les couleurs de vert, blanc et rouge. La question qui se pose est la suivante : quelles autres formalités qu'il faudrait nécessairement remplir pour que le joueur jouisse de tous ses

droits d'être utilisé ?

Cette complication de transfert n'est pas une première dans l'histoire du football congolais. C'est venu autrefois avec le joueur Lofu Bongeli de V. Club, parti au TP Mazembe. Il y a eu également le gardien Matampi Vumi Ley qui voulait porter le maillot de Shark XI FC dans le souci d'avoir un temps de jeu. Tout se passe sans une négociation au préalable avec les clubs de provenance des joueurs, a-t-on constaté.

Pour Daring, Etekiama est un choix judicieux et rationnel surtout pour la Coupe de la Confédération de la CAF. Le staff technique était à la recherche d'un autre attaquant pour jouer aux côtés de Ricky Tulenge et Kazadi Masengu.

Pour rappel, Etekiama était resté deux ans sans toucher au football sur instruction de la Confédération africaine de football (CAF). C'était pour l'affaire de double nationalité. Selon les informations en notre possession, Etekiama percevait son salaire mensuel au sein de V. Club pendant ce temps de la suspension. Pour certains, ce serait de l'ingratitude de la part du Rwandais qui a choisi la petite porte pour atteindre les Immaculés.

Gabon : Aubameyang annonce son retour en sélection



En retrait de la sélection depuis plusieurs mois, l'attaquant du Borussia Dortmund, Pierre-Emerick Aubameyang, a annoncé qu'il se remet à la disposition du Gabon pour le match des éliminatoires du Mondial 2018 face au Maroc le 7 octobre prochain.

Bonne nouvelle pour la sélection du Gabon ! En retrait des Panthères depuis le fiasco de la CAN 2017 à la maison, Pierre-Emerick Aubameyang a annoncé qu'il va signer son retour en équipe nationale pour le déplacement capital au Maroc, le 7 octobre, dans le cadre des éliminatoires du Mondial 2018.

«J'avais été clair avec la Fédération et le coach, ce n'était pas le moment pour moi, j'étais dans une

phase difficile mentalement en plus avec le mercato, mais je vais revenir en sélection pour le prochain match. Il n'y aura plus de mésentente là-dessus», a clamé l'attaquant du Borussia Dortmund au micro de Canal+ Afrique après la défaite face au Real Madrid (1-3) en Ligue des champions.

En grande forme actuellement, «PEA» est tout simplement le meilleur buteur dans les grands championnats européens sur ce début de saison avec 13 buts en 10 matchs toutes compétitions confondues. 3es du groupe C des qualifications à un point du Maroc et deux de la Côte d'Ivoire, les hommes de José Antonio Camacho auront bien besoin de la présence de leur star pour continuer à espérer décrocher le billet pour la Russie...

Neymar pointe du doigt à la presse sportive

De passage devant les micros des médias brésiliens à l'issue de la victoire parisienne face au Bayern (3-0), Neymar est revenu sur l'affaire du penalty. Un but et une passe décisive pour le Brésilien. Neymar a encore fait très fort, le mercredi 27 septembre.

Et ce malgré quelques occasions ratées, le n° 10 parisien pêchant à plusieurs reprises par une inhabituelle maladresse face au but. L'ancien Barcelonais n'a donc pas manqué de savourer l'éclatant succès obtenu face aux Allemands.

Dithyrambique au sujet de Kylian Mbappé «qui donne l'impression d'avoir 30 ans» tant il est «complet et mature», le Brésilien considérant même comme un «privilege» le fait de pouvoir jouer avec l'ancien Monégasque, Neymar voit de plus en plus grand pour ce PSG. «Nous avons une grande équipe de très haut ni-

veau et nous pouvons rêver du titre en Ligue des champions. Nous faisons partie des meilleures équipes», a-t-il ainsi affirmé dans des propos rapportés par O Globo.

Et pour sa première apparition devant les micros depuis l'affaire du penalty face à Lyon, Neymar n'a évidemment pas échappé aux questions sur la prétendue brouille avec Edinson Cavani. Une affaire démontée en pièces par la star auriverde. «Ils inventent beaucoup d'histoires, ils parlent trop et parlent de choses qu'ils ne connaissent pas. Ils ont essayé de pénétrer dans notre intimité, dans notre vestiaire et inventent des choses qui n'ont même pas existé», a-t-il assuré, ajoutant : «Tout est réglé.» Fidèle à la ligne de conduite de son entraîneur, Neymar a en revanche refusé de révéler qui allait désormais tirer les penalties. L'histoire n'est pas encore finie.

LP/SPORTS.FR

Everton : Bolasie touche déjà au ballon

L'international congolais Yannick Yala Bolasie commence déjà à toucher au ballon. Il l'a fait savoir le jeudi 28 septembre dans une vidéo postée sur son compte Twitter. C'est une très bonne nouvelle non seulement pour les Congolais, mais aussi et surtout pour les nombreux supporters d'Everton, en Angleterre.

Le Léopard reprendra l'entraînement collectif avec son club en novembre. Ce qui veut dire, l'ancien

joueur de Crystal Palace ne foulera la pelouse en sélection qu'en 2018

Yannick Bolasie était victime d'une grave blessure au genou le 5 décembre 2016, lors d'un match du championnat de la Premier League. Depuis lors, Bolasie est resté sous traitement et a même manqué tous les autres rendez-vous des Léopards aux éliminatoires du Mondial 2018.

ARMEL L

LePotentiel

Quotidien d'informations générales

FONDATEUR

Modeste Mutinga Mutuishayi
le 12 octobre 1982
Autorisation n° 04/00015/DI/82
Siège social :
873, av. du Bas-Congo
Kinshasa-Gombe
B.P. 11 338, Kinshasa I, RDC
E-mail :
lepotentiel@yahoo.com
www.lepotentielonline.com

DIRECTION GÉNÉRALE

ADMINISTRATEUR-DÉLÉGUÉ

Willy Kabwe
099 99 99 546

CONSEILLER TECHNIQUE

Ben-Clet Kankonde Dambu
081 525 09 89

RÉDACTION

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Faustin Kuediasala
081 904 17 63

RÉDACTEUR EN CHEF

Amédée Mwarabu K. 085 489 82 27
RÉDACTEUR EN CHEF ADJOINT
Pitshou Mulumba 081 476 61 56

SECRÉTAIRES DE RÉDACTION

Richard Ngapi 081 685 05 14
St Augustin Kinienzi 081 515 86 44

POLITIQUE

Pitshou Mulumba 081 476 61 56
Médard Muyaya 081 069 11 22
Ludi Cardoso 081 302 64 40
Herve Ntumba 0823538803

ÉCONOMIE

Olivier Kaforo 081 525 45 55

SOCIÉTÉ & PROVINCES

Olivier Dioso 082 516 48 03
Véron Kongo 099 852 69 77
Donatien Ngandu M. 081 507 53 87
Florent N'Lunda 081 493 78 50
Lucie Ngusi 081 001 42 22

SPORTS

Armel Langanda 081 194 58 60

INTERNATIONAL

Cyprien Kapuku 097 047 77 70

CULTURE & NTIC

Bienvenu Ipan 089 827 34 11

COLLABORATEURS EXTERIEURS

Thembo Kash (Caricaturiste)
Robert Kongo (France)

RÉALISATION

METTEURS EN PAGE

José Kapwasa 081 324 96 68
Odon Modjiri 099 824 14 10

DOCUMENTATION

Delphin Bateko 081 223 73 93

LEPOTENTIELONLINE.COM

RÉDACTEUR EN CHEF

Stanislas Ntambwe 097 143 99 69

ADMINISTRATION & FINANCES

CHEF DE SERVICE

Albert Tshiambi 081 493 47 53

COMPTABLE

Kevin Twende 085 386 08 44

CAISSIÈRE

Colette Kankunku 0997 69 81 07

INTENDANT

Constantin Mpoyi 099 853 36 48

MARKETING & COMMERCIAL

CONSEILLER

Franck Lukusa 081 197 76 09

AGENTS COMMERCIAUX

John Rushimba 099 899 85 72
Paulin Nkongolo 085 395 42 26

IMPRIMERIE 7

CHEF DE SERVICE

Michaux Mulenda 082 930 3052

Édité par

Groupe de presse MEDIA 7



L'accès universel à l'information, un facteur de développement durable

Au cours de cette deuxième célébration, l'accent a été mis sur la manière dont, du point de vue des visées de l'Unesco, les enjeux relatifs à l'accès à l'information pourraient participer à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD).

BIENVENU IPAN

Le bureau de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) à Kinshasa a célébré, hier jeudi 28 septembre à l'hôtel Sultani, la journée internationale de l'accès universel à l'information.

Organisée sous forme d'un débat, cette deuxième célébration a été axée sur la promotion de la culture de la paix et du développement durable à travers l'accès à l'information.

Pour le ministre de la Communication et des Médias, Lambert Mende, « il n'est pas possible d'être en paix seul au milieu d'un désastre ou de consciences en déshérence ». Il estime que « la seule manière pour le journaliste de donner un meilleur cré-

dit à sa profession et de prétendre être un guide, un exemple et un conseil pour la sensibilisation de l'opinion et la diffusion de la culture de la paix, c'est de s'assurer que les informations qu'il livre sont authentiques, rigoureuses et convaincantes. Ce, grâce à une articulation des faits de façon plausible, œuvre d'un travail critique et objectif. Ainsi, l'accès universel à l'information n'en deviendra que plus utile et surtout bénéfique aux populations qui en sont les premiers destinataires ».

Dans son message lu à cette occasion, la directrice générale de l'Unesco, Irina Bokova, souligne le fait que l'accès à l'information est « indispensable pour bâtir des sociétés du savoir plus inclusives et plus durables ».

L'Unesco invite « tous les gouvernements et partenaires à mettre à profit le potentiel des technologies de l'information et de la communication pour contribuer à atteindre l'objectif de développement durable 4, relatif à l'éducation (...) ».

INTERVENTIONS DES EXPERTS

De son côté, le repré-

sentant de l'Unesco à Kinshasa, Abdouraman Diallo, a indiqué les trois objectifs principaux que les organisateurs se sont assignés au cours de ce débat : démontrer que l'accès du public à l'information, aux technologies de l'information et de la communication ainsi que le renforcement des institutions médiatiques garantissant l'accès à l'information sont à la clé pour la réalisation des Objectifs dans leur totalité ; encourager les États membres à envisager l'intégration des médias libres, indépendants et pluralistes autant que l'accès aux informations et connaissances comme art de la politique pour mettre en œuvre les objectifs de manière créative, accessible ; sensibiliser le public à l'importance du rôle des médias dans le suivi de progrès accomplis en vue de réaliser les ODD et dans la responsabilisation des gouvernements quant à leur réalisation.

Au cours de cette deuxième célébration de la journée internationale de l'accès universel à l'information, l'assistance a aussi été édiflée par les interventions des experts. Mme l'ambassadeur

de la Suisse en RDC, Siri Walt, a développé le thème « L'accès à l'information et la promotion de la culture de la paix, de la bonne gouvernance et de la démocratie ». Le conseiller politique auprès de l'ambassade d'Allemagne s'est penché sur « L'expérience allemande en matière d'accès à l'information ». Le représentant de l'OMS en RDC, Dr Allarangar Youkouide, a parlé de l'« Objectif de développement durable 3-Bonne santé et bien-être ».

L'ambassadeur de l'Union européenne en RDC a axé son propos sur « la loi sur l'accès à l'information comme valeur fondamentale de l'Union européenne ».

Professeure à l'Ifasic, Espérance Bayedila a décrié le thème sur « L'accès à l'information et la promotion de la culture de la paix ». Le professeur Yoka Lye de l'INA a exploité le thème sur « L'accès à l'information et la promotion de la culture de la paix ». Le thème sur « La mise en route des ODD en RDC » a été développé par le professeur Ngonga Nzinga Vincent, coordonnateur de l'Observatoire congolais du développement durable.

Recherche scientifique : l'Université catholique du Congo se dote d'une maison d'édition

L'Université catholique du Congo (UCC) dispose désormais de sa propre maison d'édition dénommée les Presses de l'Université catholique du Congo (PUCC), dont l'existence est matérialisée par le lancement du premier numéro de la collection « Recherches scientifiques africaines » (RSA).

Dans son éditorial intitulé « les PUCC : un pari gagné », le recteur de l'Université catholique du Congo, l'abbé Léonard Santedi Kinpuku se réjouit du fait que, grâce aux PUCC, son université dispose désormais de son emblème propre dans l'univers éditorial africain et mondial.

Par la création des PUCC, écrit-il encore, l'Université catholique du Congo entend renouer avec les ambitions d'une université toujours soucieuse de conquérir sa place de premier plan en matière de recherche de pointe et de diffusion des résultats progressivement et méthodi-



quement obtenus par ses chercheurs.

« Le dialogue et la coopération avec toutes les universités du pays et du monde trouveront, dans les PUCC, un lieu privilégié de matérialisation, d'expression et de fructueux échanges au plan idéal, structurel et de soutien mutuel », écrit encore le recteur Léonard Santedi.

Pour sa part, le professeur Célestin Dimandja Eluy'a Kondo, doyen de la faculté

de philosophie de l'UCC et directeur de la collection RSA, a expliqué que la différence entre une collection et une revue est essentiellement due au fait que cette dernière est astreinte au respect plus ou moins strict de la périodicité.

Contrairement à une collection, la revue doit être mensuelle, bimensuelle, trimestrielle, semestrielle ou annuelle, a-t-il précisé, relevant cependant que ces contrain-

tes sont souvent à la base de la léthargie dans nombre de pays africains où les chercheurs et les universitaires vivent sans revenus significatifs et réguliers.

Pour lui, la collection RSA des PUCC qui se veut pluri et multidisciplinaire entend offrir aux jeunes chercheurs un cadre approprié pour leur faciliter la publication des résultats de leurs recherches.

Le professeur Célestin Dimandja a tenu, par ailleurs, à préciser que la collection RSA lancée aux PUCC n'a pas pour ambition de remplacer la revue « Les nouvelles rationalités africaines » et les éditions NORAF qu'il avait créées à Louvain-la-Neuve, en Belgique, respectivement en 1985 et 1986.

Dans ce premier numéro couvrant la période de janvier 2016 à juillet 2017, la collection RSA des PUCC contient essentiellement cinq publications scientifiques.

Le Sénat ouvre la voie à l'adoption de la proposition de loi portant statut des anciens présidents

La RDC va enfin se doter d'une loi spécifique consacrée au statut des anciens chefs d'Etat. Après deux ans de tractations, la proposition de loi déposée à cet effet par le sénateur Mutinga a franchi, hier jeudi, une étape importante. Sans doute, le Sénat devrait déjà se pencher, dès la semaine prochaine, à son adoption article par article, au terme du dernier toilettage à la commission spéciale mise en place depuis décembre 2015.

Après deux ans de flottement, la proposition de loi, dit « Loi Mutinga », consacrée au statut des anciens présidents en RDC a enfin connu un dénouement, hier jeudi, par l'adoption du rapport présenté en plénière par la commission spéciale mise en place à cet effet.

Proposition de loi jugée sensible par ce temps de fortes agitations politiques, la « loi Mutinga » a été enrichie de la plus belle des manières par la commission spéciale créée en décembre 2015 au Sénat. Cette étape franchie, la proposition de loi a été renvoyée, moyennant quelques amendements, à la même commission spéciale, avant d'être ramenée en plénière pour une adoption suivant la procédure prévue dans le règlement intérieur du Sénat.

Mais, que ce fut dur pour y arriver ? Déposée en avril 2015, cette proposition de loi a fait l'objet de critiques virulentes, notamment dans les milieux de la majorité au pouvoir. Très réservé, l'Opposition n'a pas vivement commenté cette proposition, se

laissant plutôt guider par la sagesse du Sénat.

Il aura donc fallu plus de deux ans au Sénat pour se prononcer enfin sur cette proposition de loi ; deux ans d'intenses arbitrages où son initiateur, le sénateur Mutinga, devrait se défendre devant la commission spéciale mise en place à cet effet, pour circonscrire le sens de sa démarche. Mais, quelle que soit la longueur de la nuit, le jour finit toujours par poindre, dit une sagesse populaire. Le Sénat est donc revenu à la raison, en reposant le problème, prenant en compte le bien-fondé de cette proposition de loi qui traite d'une matière non encore explorée dans l'arsenal juridique congolais.

En effet, l'adoption de cette proposition de loi va combler un vide sur le statut réel d'anciens chefs d'Etat en République démocratique du Congo. Car, la garantie constitutionnelle d'être sénateur à vie, la « loi Mutinga » prévoit d'autres avantages et garde-fous juridiques prévus spécifiquement pour les anciens présidents.

« SÉCURISER MATÉRIELLEMENT ET POLITIQUEMENT L'ANCIEN CHEF DE L'ÉTAT »

C'est le 22 avril 2015 que la proposition de loi portant statut des anciens chefs d'Etat a été déclarée recevable et envoyée à la Commission politique, administrative (PAJ) pour un examen plus approfondi, avant d'être transféré en décembre de la même année à une commission spéciale, compte tenu de sa complexité.

« Depuis son accession à l'indépendance, le 30 juin 1960, la RDC n'a jamais expérimenté une alternance démocratique au sommet de l'Etat. Du président Joseph Kasa-Vubu au président Laurent-Désiré Kabila en passant par le Président Joseph-Désiré Mobutu, aucun chef de l'Etat n'a eu le privilège de faire la remise et reprise avec son successeur », s'était justifié son initiateur, le sénateur Modeste Mutinga.

Justifiant son initiative, il avait rappelé que « la République démocratique du Congo a été régulièrement confrontée à divers crises et conflits armés ayant pour base la contestation de la légitimité des institutions et de leurs animateurs ». « Les dispositions de cette loi en examen plaident en faveur de la

paix, de la stabilité des institutions et de la consolidation des acquis de la démocratie. L'objectif de la présente loi est de sécuriser matériellement et politiquement l'ancien chef de l'Etat », avait-il soutenu.

Par cette loi, avait-il soutenu, « les sénateurs entendent conférer à l'ancien chef de l'Etat de la RDC, reconnu sénateur à vie, un statut particulier à la hauteur de lourdes charges d'Etat qu'il a eu à assumer conformément à la loi et aux règlements de la République ». De son point de vue, « l'examen de cette loi par les sénateurs pourra permettre de reconnaître de hautes fonctions auxquelles le peuple souverain avait élevé l'ancien président de la République », sa proposition de loi étant destinée à « assurer la promotion des vertus de la démocratie et de l'alternance prônées dans le préambule » de la Constitution.

Par conséquent, avait conclu Mutinga, « l'adoption d'un statut juridique clair en faveur des anciens présidents de la République devient un devoir civique au regard de l'exigence sociale de la paix et de l'unité nationale maintes fois mise à dures épreuves par des guerres successives et des rébellions de tout genre ».

LP

À POSTROPHE

Fikin : funérarium 1

BEN CLET



Les aînés de mes enfants se rappellent avec délectation combien ils étaient impatients, dans les années 70 et 80, à l'approche des grandes vacances, de visiter la Fikin. Et celle-ci, pour accroître son attractivité et sa diversité, alternait les éditions nationale et internationale.

Mes ex-enfants, devenus parents, racontent à leurs enfants comment, tout aussi excités que curieux, ils sautaient d'un pavillon à l'autre pour découvrir, admiratifs, divers produits manufacturés locaux et importés. Y étaient également exposés les animaux exotiques sur pied.

Ces conteurs ne tarissent pas d'éloges pour évoquer avec nostalgie le fameux parc d'attractions. Un parc qui leur suggérerait soit Sukisa, soit Moambé ou le mini train. Ah oui, ils n'oublient pas que c'est à la Fikin qu'ils ont fait la connaissance du pop corn, de la barbe-à-papa. Rideaux.

Vinrent les pillages de 1991, comme un tsunami. De la somptueuse Fikin, haut lieu touristique et d'affaires, ne survécut que le géant batteur de tam-tam. Pérennisera-t-il le génie du sculpteur Lufwa, son géniteur ?

Vingt-six ans après, l'esprit Fikin 1969 refuse de ressusciter. Mes ex-enfants devenus parents se limitent à raconter leur glorieux passé à leurs enfants, mais ne peuvent pas les conduire à cette Mecque ou ce Disneyland de leur jeunesse.

En cause, les fonctionnaires gestionnaires de l'entreprise. Ils font ce que font tous les bons fonctionnaires : exiger des salaires de ... l'Etat, alors qu'ils ne génèrent rien pour le trésor public. Vive la culture de la cueillette !

Cueillette, tu parles ! Eh bien, le patrimoine foncier de la Fikin a été amputé au profit des spéculateurs immobiliers. Et la recette ? Elle aurait été vue dévalant à 180 km/h le Boulevard des Prédateurs. (A suivre)

Kabila investit les gouverneurs et tourne la page Kazembe dans le Haut-Katanga

Joseph Kabila a investi, hier jeudi 28 septembre les gouverneurs et vice-gouverneurs nouvellement élus dans 8 provinces de la RDC. Le président de la République a abrogé les précédentes ordonnances ayant, notamment, investi Jean-Claude Kazembe dans le Haut-Katanga et Marcelin Cishambo au Sud-Kivu.

La Commission électorale nationale indépendante (CENI) a organisé, le 26 août dernier, l'élection des gouverneurs et vice-gouverneurs dans les provinces de Kwilu, du Haut-Katanga, de Haut-Lomami, du Sud-Kivu, du Sud-Ubangi, de Tshopo, de Tshuapa et de Bas-Uélé.

Boongo Ngoy Pancrace a été investi à Tshuapa, Taila Nage Joachim au Sud-Ubangi, Lomata Kongoli Constant à



Tshopo, Michel Balabala au Kwilu, Claude Nyamugabo au Sud-Kivu. Dans le Haut-Katanga, la page Jean-Claude Kazembe est définitivement

tournée, Célestin Pande Kapopo a été investi gouverneur de province, Kalenga Mwenzemi Jackson pour le Haut-Lomami, et au Bas-Uélé

Joseph Kabila a investi une vice-gouverneure.

ACTUALITE.CD/LP